



---

**Comité des accords commerciaux régionaux**

**PRÉSENTATION FACTUELLE**

**TRAITÉ D'ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE À L'UNION ÉCONOMIQUE  
EURASIATIQUE (MARCHANDISES ET SERVICES)**

*Rapport du Secrétariat*

Le présent rapport, préparé pour l'examen du traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'Union économique eurasiatique, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées, et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu du traité.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Maria Donner Abreu (tél: +41 22 739 52 44). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Rowena Cabos (tél: +41 22 739 51 85).

## TABLE DES MATIÈRES

Page

<b>1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....</b>	<b>4</b>
1.1 Commerce des marchandises.....	4
1.2 Commerce des services et investissement .....	6
<b>2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU TRAITÉ .....</b>	<b>9</b>
2.1 Renseignements généraux.....	9
<b>3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....</b>	<b>11</b>
3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties.....	11
3.2 Commerce avec des tierces parties.....	13
3.2.1 Application du tarif extérieur commun de l'UEE par l'Arménie .....	13
3.2.2 Mesures non tarifaires .....	18
3.2.3 Autres mesures relatives à l'exportation .....	18
3.2.4 Redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation.....	18
3.2.5 Incidence générale de la création de l'UEE .....	19
3.3 Règles d'origine.....	19
3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises .....	19
3.4.1 Normes .....	19
3.4.2 Mesures de défense commerciale.....	21
3.4.3 Subventions et aides publiques.....	22
3.4.4 Procédures douanières .....	23
<b>4 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES SERVICES ET L'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>24</b>
4.1 Champ d'application et définitions .....	24
4.2 Refus d'accorder des avantages .....	24
4.3 Dispositions générales concernant le commerce des services et l'investissement .....	24
4.3.1 Accès aux marchés .....	25
4.3.2 Traitement national et traitement NPF .....	25
4.3.3 Présence commerciale .....	25
4.3.4 Mouvement des personnes physiques.....	25
4.3.5 Prescriptions en matière de résultats.....	25
4.3.6 Entreprises et monopoles d'État .....	25
4.4 Engagements en matière de libéralisation et Marché unique.....	26
4.4.1 Arménie .....	27
4.5 Dispositions réglementaires .....	32
4.6 Dispositions sectorielles sur le commerce des services .....	32
4.6.1 Services financiers.....	32
4.6.2 Services d'électricité .....	33
4.6.3 Services de transport ferroviaire.....	33
<b>5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....</b>	<b>33</b>
5.1 Transparence .....	33
5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux .....	33

---

5.3 Exceptions.....	33
5.4 Adhésion et retrait.....	33
5.5 Cadre institutionnel .....	34
5.6 Règlement des différends .....	34
5.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties .....	34
5.8 Marchés publics.....	35
5.9 Droits de propriété intellectuelle .....	36
5.10 Autres .....	36
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE 3.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE 4.....</b>	<b>41</b>

**FAITS ESSENTIELS**

<b>Parties à l'Accord:</b>	République d'Arménie, Fédération de Russie, République du Bélarus et République du Kazakhstan
<b>Date de signature:</b>	10 octobre 2014
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	2 janvier 2015
<b>Date de notification:</b>	29 décembre 2014
<b>Mise en œuvre intégrale:</b>	2025 (marchandises et services)

**1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL**

1.1. Le 2 janvier 2015, la République d'Arménie (ci-après l'Arménie) est devenue le quatrième Membre à part entière de l'Union économique eurasiatique (ci-après l'UEE), aux côtés de la Fédération de Russie, la République du Bélarus et la République du Kazakhstan.

1.2. Avec 2,9 millions d'habitants en 2016, l'Arménie est le plus petit État membre de l'UEE.<sup>1</sup> En 2016, son PIB était estimé à 10 499 millions de dollars EU, contre 1 463 milliards de dollars EU pour l'UEE-3.<sup>2</sup> En 2016, l'Arménie était le 108<sup>ème</sup> exportateur et importateur mondial de marchandises, et pour le commerce de services elle occupait les 83<sup>ème</sup> et 88<sup>ème</sup> rangs (en excluant le commerce intra-UE). La même année, les exportations mondiales de l'Arménie ont atteint 1,8 milliard de dollars EU et ses importations 3,3 milliards de dollars EU.<sup>3</sup> Toujours en 2016, l'UEE se classait aux 9<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> rangs en termes d'exportations et d'importations de marchandises au niveau mondial, et aux 13<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> rangs en termes d'exportations et d'importations de services commerciaux (en excluant le commerce intra-UE).<sup>4</sup> Ses exportations et importations mondiales de marchandises étaient estimées à 341,9 milliards de dollars EU et à 244,2 milliards de dollars EU, respectivement.

1.3. Entre 2012 et 2014, les exportations et les importations mondiales de l'Arménie étaient dominées par les minéraux. Sur la même période, les produits minéraux ont représenté les principales exportations mondiales de l'UEE, tandis que ses importations étaient dominées par les machines.

**1.1 Commerce des marchandises**

1.4. En 2016, l'Arménie a représenté une part relativement faible des exportations et importations mondiales de l'UEE, en se situant aux 27<sup>ème</sup> et 34<sup>ème</sup> places respectivement, alors que l'UEE est le deuxième marché d'exportation et le premier marché d'importation de l'Arménie. En moyenne, un cinquième des échanges de l'Arménie est effectué avec l'UEE.<sup>5</sup>

1.5. Comme cela est indiqué dans le graphique 1.1, le commerce des Parties avec le reste du monde a connu une croissance stable depuis 2000 – la majeure exception étant une forte baisse en 2009 due à la crise économique mondiale survenue en 2008-2009. En 2014, la chute des flux commerciaux mondiaux de l'Arménie et de l'UEE a coïncidé avec un ralentissement économique dans l'UEE. Entre 2000 et 2016, l'UEE est restée un exportateur net vers l'ensemble du monde. L'Arménie, en revanche, a continuellement enregistré un déficit commercial, qui a culminé à 2,8 milliards de dollars EU en 2012 avant de diminuer entre 2013 et 2016. Le commerce bilatéral a suivi une tendance similaire, et en termes relatifs le déficit commercial de l'Arménie avec l'UEE s'est creusé entre 2004 et 2012, avant de reculer en 2016.

<sup>1</sup> Données de la Banque mondiale. Adresse consultée:  
<https://donnees.banquemondiale.org/pays/armenie>.

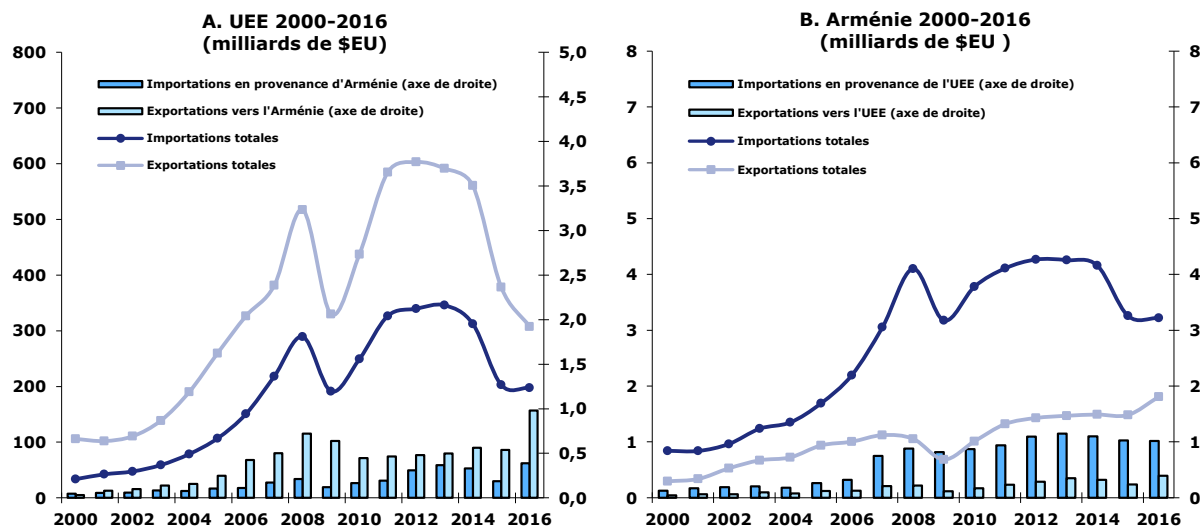
<sup>2</sup> Dans cette présentation factuelle, l'UEE-3 comprend les États membres originaux de l'UEE – Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan –, tandis que l'UEE-4 inclut également l'Arménie.

<sup>3</sup> Statistiques commerciales tirées des profils commerciaux 2017 de l'OMC. Adresse consultée:  
[https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/trade\\_profiles17\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/trade_profiles17_f.pdf).

<sup>4</sup> OMC, Examen statistique du commerce mondial 2017. Adresse consultée:  
[https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/wts2017\\_f/wts17\\_toc\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2017_f/wts17_toc_f.htm).

<sup>5</sup> Base de données Comtrade de la DSNU (hors commerce intra-UE).

**Graphique 1.1 UEE-Arménie: commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde, 2000-2016**



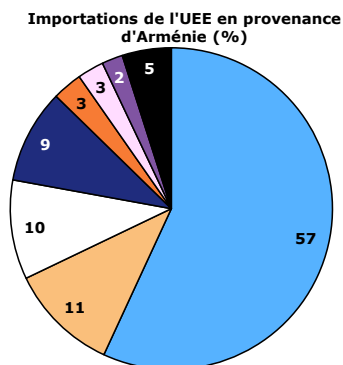
Note: UEE: Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

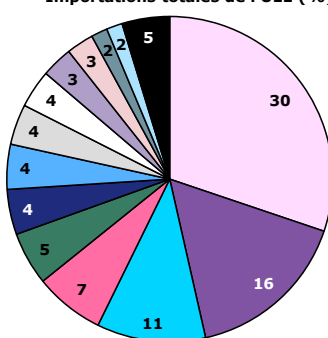
1.6. La composition des échanges des Parties au niveau mondial et bilatéral durant la période de trois ans 2012-2014 apparaît dans le graphique 1.2, selon les sections du Système harmonisé (SH). Si les importations de l'UEE en provenance d'Arménie sont largement dominées par les préparations alimentaires (57%), suivies des pierres gemmes (11%) et des animaux vivants (10%), les exportations mondiales de l'Arménie semblent être généralement moins concentrées, les minéraux, les métaux communs et les préparations alimentaires représentant 27%, 22% et 21% respectivement.

1.7. Sur la même période, les principales importations de l'Arménie en provenance de l'UEE, qui étaient aussi les principales catégories d'exportations mondiales de l'UEE – les minéraux – ont représenté 52% des importations de l'Arménie en provenance de l'UEE et 73% des exportations de l'UEE. La pénétration des exportations de légumes de l'UEE sur le marché arménien est six fois supérieure à celle sur le marché mondial (12% des importations de l'Arménie mais seulement 2% des exportations mondiales de l'UEE). La troisième catégorie – les métaux communs – représentent le même pourcentage des importations bilatérales et des exportations mondiales (8%).

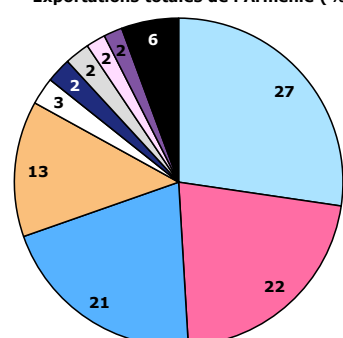
### Importations de l'UEE en provenance d'Arménie (%)



### Importations totales de l'UEE (%)

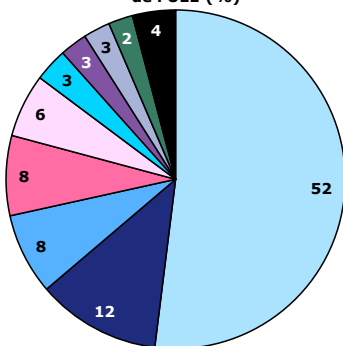


### Exportations totales de l'Arménie (%)



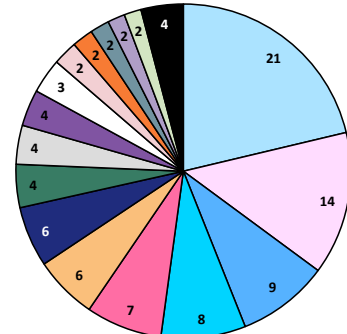
**Total: 1,5 milliard de \$EU**

### Importations de l'Arménie en provenance de l'UEE (%)



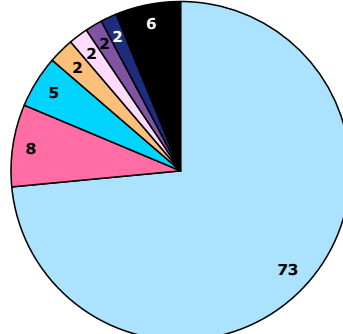
**Total: 1 114 millions de \$EU**

### Importations totales de l'Arménie (%)





















**Total: 4,2 milliards de \$EU**

### Exportations totales de l'UEE (%)



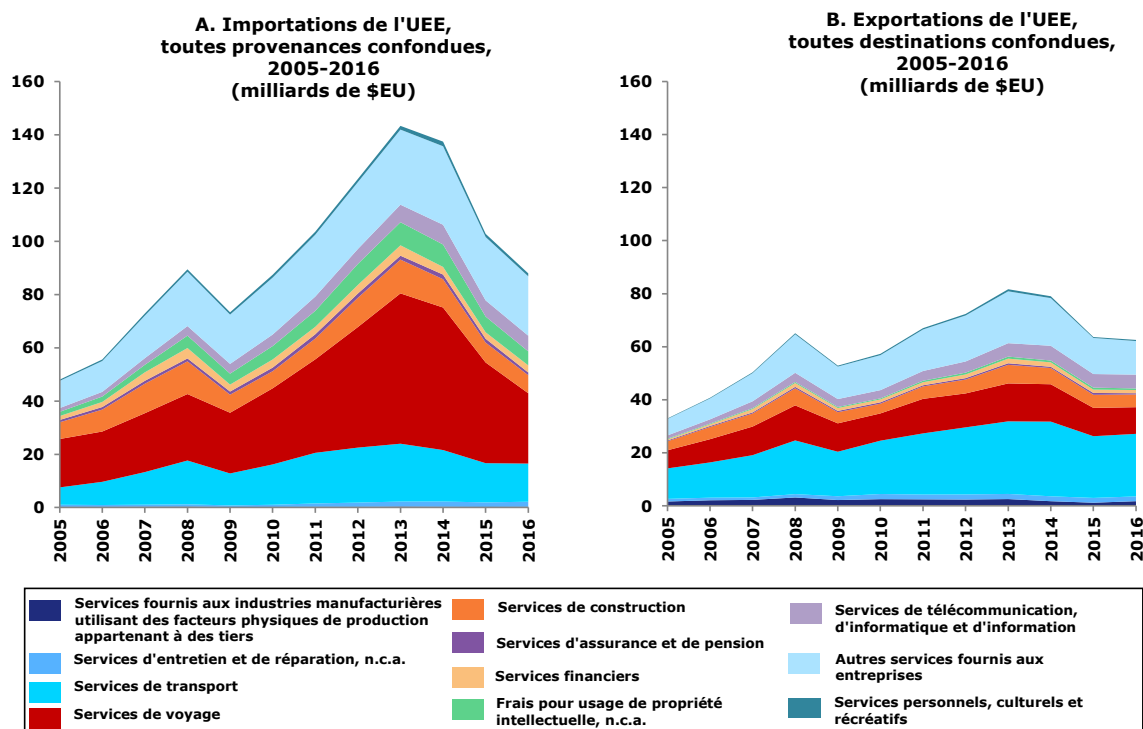
**Total: 585 milliards de \$EU**

 Animaux vivants	 Préparations alimentaires	 Matières plastiques	 Textiles	 Métaux communs	 Appareils d'optiques
 Légumes	 Minéraux	 Bois et ouvrage en bois	 Ouvrages en pierre, plâtre, ciment	 Machines	 Divers
 Graisses ou huiles végétales ou animales	 Produits chimiques	 Pâte de bois	 Pierres gemmes	 Véhicules	 Autres

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

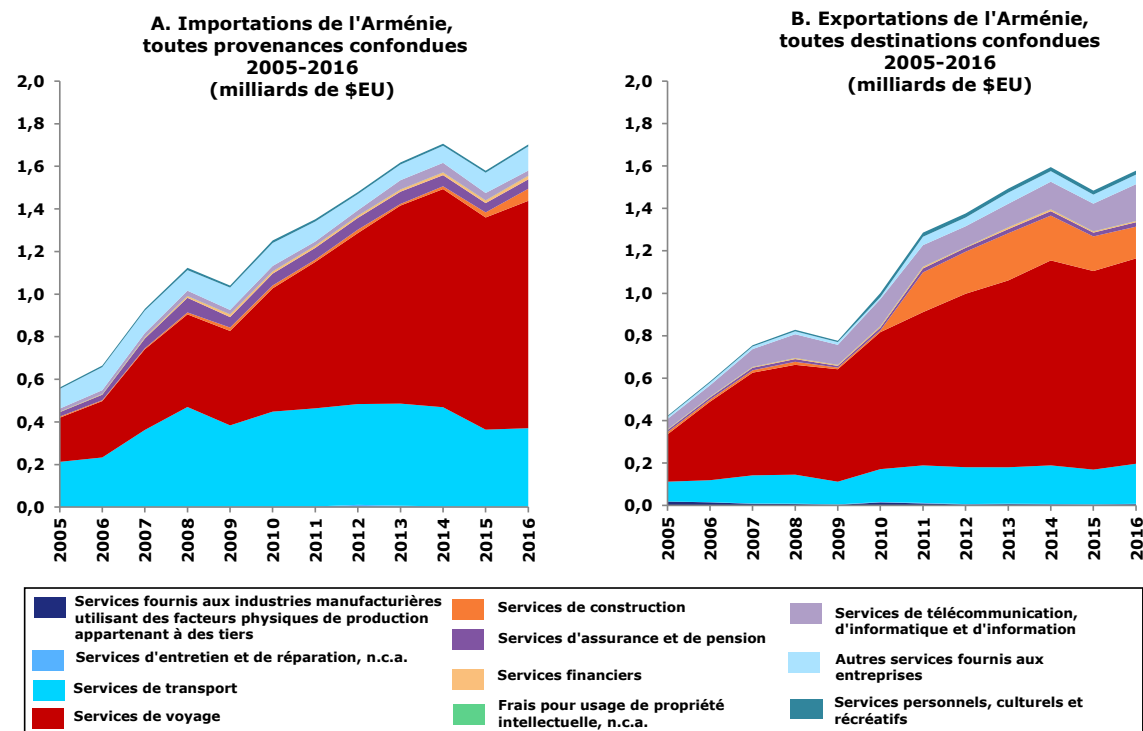
1.8. Les graphiques 1.3 et 1.4 montrent la composition du commerce mondial de services pour l'UEE et l'Arménie entre 2005 et 2016. Les statistiques sur le commerce de services bilatéral ne sont pas disponibles. Pendant cette période, l'UEE a été un importateur net de services de voyage, de services de construction, de services financiers, de services de télécommunication, et de frais pour usage de la propriété intellectuelle. L'UEE a enregistré un excédent dans les services de transport, les services fournis aux industries manufacturières et les services d'entretien et de réparation. Les services de voyage, de transport et de construction restent les principaux secteurs pour l'UEE.

1.9. Sur la même période, l'Arménie a été un importateur net de services de transport, d'entretien et de réparation, d'assurance, et de services financiers (à l'exception d'un excédent en 2005 et 2006). Le pays a enregistré un excédent dans les services fournis aux industries manufacturières, les services de voyage (sauf entre 2013 et 2016), les services de construction (sauf en 2009 et en 2010), et les services de télécommunication. Les services de voyage, de transport, et de construction sont restés les principaux secteurs pour l'Arménie.

**Graphique 1.3 UEE: services commerciaux, échanges avec le reste du monde, 2005-2016**

Note: Sur la base du MBP6, UEE – Bélarus, Kazakhstan, Fédération de Russie.

Source: Base de données statistiques de l'OMC et site Web de la Banque centrale de la Fédération de Russie (données consultées à l'adresse suivante: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>).

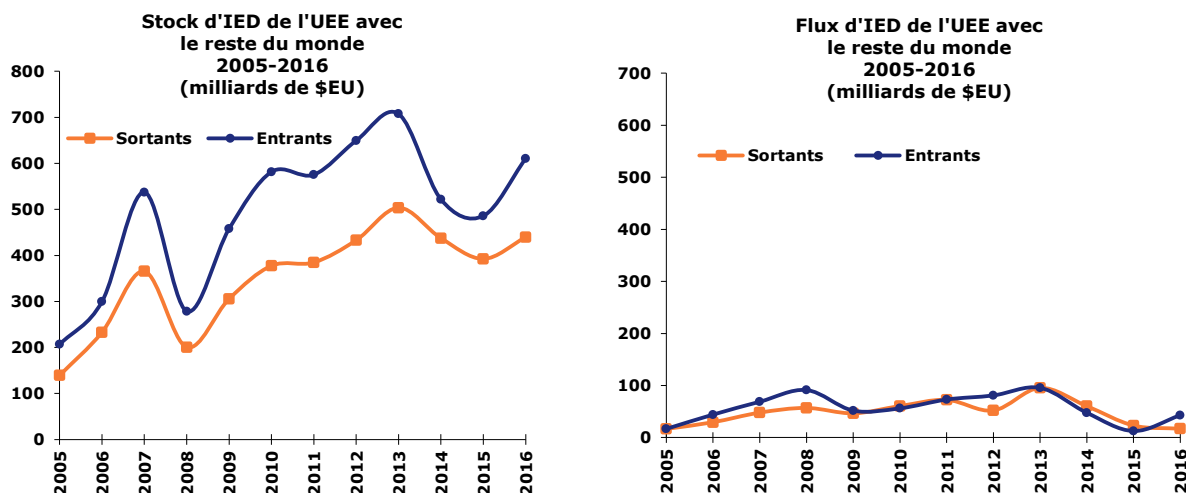
**Graphique 1.4 Arménie: services commerciaux, échanges avec le reste du monde, 2005-2016**

Note: Sur la base du MBP6.

Source: Base de données statistiques de l'OMC.

1.10. Le graphique 1.5 présente les tendances de l'UEE en matière d'investissement étranger direct (IED) avec le reste du monde entre 2005 et 2016, qui montrent que l'UEE a été un importateur net d'IED en termes de stocks et de flux pendant la majeure partie de la période analysée. Malgré certaines fluctuations, les stocks d'IED de l'UEE ont généralement suivi une tendance à la hausse, tandis que les flux d'IED ont connu une augmentation moindre et ont culminé en 2008 et en 2013. Sur la même période, l'Arménie a été un importateur net de stocks et de flux mondiaux d'IED, comme cela est indiqué dans le graphique 1.6. Si le stock entrant et sortant d'IED de l'Arménie a généralement augmenté pendant cette période, les flux entrants d'IED ont considérablement baissé depuis 2008. Il n'y a aucune information sur l'IED au niveau bilatéral.

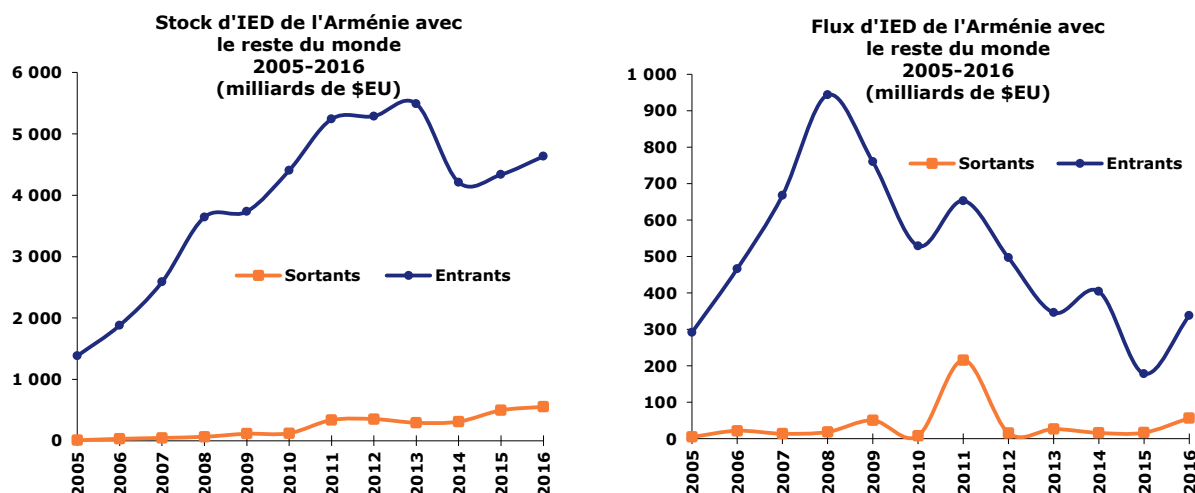
**Graphique 1.5 UEE: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2005-2016**



Note: UEE – Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan.

Source: CNUCED, autorités kazakhes, données de la Banque centrale de la Fédération de Russie (adresse consultée: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrtId=svs>).

**Graphique 1.6 Arménie: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2005-2016**



Source: CNUCED.



## 2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DU TRAITÉ

2.1. En adhérant à l'UEE, l'Arménie accède à la totalité du cadre juridique de l'UEE, conformément au traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'UEE (ci-après le traité d'adhésion), à savoir:

- a. le traité de l'UEE ainsi que les autres traités internationaux conclus dans le cadre de l'Union douanière et de l'Espace économique unique (EEU) (en vigueur depuis 2010 et 2012 respectivement), qui font partie du cadre juridique de l'UEE. Ces traités sont énumérés dans l'annexe 1 du traité d'adhésion.<sup>6</sup> Pendant la période comprise entre la signature du traité d'adhésion et son entrée en vigueur, et conformément au paragraphe 4 de l'article premier du traité d'adhésion, l'Arménie a adhéré à trois traités internationaux conclus antérieurement entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, lesquels portent sur la circulation des produits pharmaceutiques et des articles médicaux dans l'UEE et sur l'adhésion de l'Arménie au traité d'adhésion de la République kirghize au traité de l'UEE;<sup>7</sup>
- b. les modifications qui devront être apportées au cadre juridique de l'UEE à la suite de l'adhésion de l'Arménie figurent dans l'annexe 2 du traité d'adhésion (Protocole sur les modifications en lien avec l'adhésion de la République d'Arménie, le traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique et les traités internationaux conclus en vue de créer la base juridique contractuelle de l'Union douanière et de l'Espace économique unique (ci-après le Protocole sur les modifications));
- c. l'annexe 3 du traité d'adhésion précise les mesures transitoires en attendant la mise en œuvre complète par l'Arménie du cadre juridique de l'UEE, et les exceptions temporaires de l'Arménie au tarif extérieur commun de l'UEE sont spécifiées dans l'annexe 4; et
- d. à compter de son adhésion, l'Arménie mettra en œuvre toutes les lois et les décisions adoptées par les organes de l'UEE ainsi que celles de l'Union douanière (article 2).

2.2. Les autres éléments abordés dans le traité d'adhésion sont la relation entre l'adhésion de l'Arménie à l'UEE et sa participation à l'OMC (article 3 et annexe 3), les mouvements de marchandises et de véhicules passant par des tierces parties (article 4 et annexe 5), et le règlement des différends (article 5). L'article 6 instaure que le traité d'adhésion est intégré à la législation de l'UEE.

2.3. La présentation factuelle sur le traité instituant l'Union économique eurasiatique (ci-après le traité de l'UEE), distribuée sous la cote WT/REG358/1, explique en détail le fonctionnement, les règles et les réglementations de l'UEE. Pour comprendre pleinement l'adhésion de l'Arménie à l'UEE, traitée dans le présent document, il faudra donc examiner conjointement les deux documents.

### 2.1 Renseignements généraux

2.4. Le 29 décembre 2014, l'Arménie et la Fédération de Russie ont notifié le traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'UEE au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS (WT/REG363/N/1-S/C/N/790). Le traité d'adhésion a été signé le 10 octobre 2014; après l'achèvement des procédures de ratification, il est entré en vigueur le 2 janvier 2015, date à laquelle l'Arménie est devenue membre de l'UEE. Le traité de l'UEE est entré en vigueur la veille, le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>6</sup> L'annexe 1 énumère 29 instruments juridiques auxquels l'Arménie adhère à la suite de son adhésion à l'UEE. Ils comprennent des questions comme les règles d'origine, les préférences accordées aux pays en développement et aux pays les moins avancés, la propriété intellectuelle, etc. La formulation spécifique qui doit être modifiée dans ces instruments juridiques – en ajoutant simplement "République d'Arménie" aux pays auxquels s'appliquent les dispositions pertinentes – figure dans la section II de l'annexe 2 du traité d'adhésion.

<sup>7</sup> Protocole d'adhésion de la République d'Arménie à l'Accord du 23 décembre 2014 sur les règles et principes communs relatifs à la circulation des produits pharmaceutiques dans le cadre de l'UEE, signé le 2 décembre 2015; Protocole d'adhésion de la République d'Arménie à l'Accord du 23 décembre 2014 sur les règles et principes communs relatifs à la circulation des articles médicaux (articles à usage médical et matériel médical) dans le cadre de l'UEE, signé le 2 décembre 2015; et Protocole d'adhésion de la République d'Arménie au traité d'adhésion de la République kirghize du 23 décembre 2014 au traité du 29 mai 2014 instituant l'UEE, signé le 8 mai 2015.

2.5. Au moment de la notification et de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion, seules l'Arménie et la Fédération de Russie étaient Membres de l'OMC. Le Kazakhstan a accédé à l'OMC le 30 novembre 2015. En août 2018, le processus d'accession du Bélarus à l'OMC était toujours en cours.

2.6. Avant son adhésion à l'UEE, l'Arménie avait envisagé de rejoindre l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie. En septembre 2013, l'Arménie a déclaré son intention de rejoindre l'Union douanière et l'EEU. Lors de la réunion du Conseil économique suprême eurasiatique (ci-après le Conseil suprême) tenue en octobre 2013, les chefs d'État ont chargé la Commission économique eurasiatique (ci-après la Commission) de lancer la procédure d'adhésion; un groupe de travail a ainsi été créé. L'Arménie a reçu le statut d'observateur aux réunions du Conseil suprême ainsi que du Conseil et du Collège de la Commission; et le droit de nommer un représentant à la Commission.

2.7. En décembre 2013, la feuille de route pour l'adhésion de l'Arménie à l'Union douanière et à l'EEU a été adoptée. La feuille de route prévoyait que l'Arménie mette en œuvre 267 mesures – prévoyant généralement l'harmonisation de sa législation nationale avec le cadre contractuel et juridique de l'Union douanière et de l'EEU; 126 d'entre elles devaient être mises en œuvre avant l'adhésion. Lors de la session du Conseil suprême tenue en avril 2014, il a été reconnu que 111 mesures avaient déjà été mises en œuvre, tandis que les 15 mesures restantes seraient incluses dans le traité d'adhésion.

2.8. Le 29 mai 2014, le traité instituant l'Union économique eurasiatique entre la Fédération de Russie, la République du Bélarus et la République du Kazakhstan a été signé; il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le traité de l'UEE prévoit un marché commun pour les marchandises, les services, les capitaux et la main-d'œuvre ainsi qu'une politique coordonnée et convenue dans différents domaines. L'Union douanière et l'EEU ont pris fin lorsque l'UEE a été instaurée (article 113 du traité de l'UEE). De nombreux instruments juridiques de l'Union douanière et de l'EEU ont toutefois été intégrés à la législation de l'UEE; lorsqu'il y a lieu, ils seront mentionnés dans le présent document.

2.9. Dans ce contexte, et étant donné que l'Arménie avait mis en œuvre les mesures nécessaires pour son adhésion à l'Union douanière et à l'EEU, le traité d'adhésion a été signé avant l'entrée en vigueur du traité de l'UEE, étant entendu que l'adhésion prendrait effet en même temps que l'entrée en fonctionnement de l'UEE.

2.10. La structure du traité d'adhésion est présentée dans l'encadré 2.1.

#### **Encadré 2.1 Structure des instruments juridiques relatifs à l'adhésion de l'Arménie à l'UEE**

##### **Traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'UEE**

###### **Annexes**

Annexe 1	Liste des traités internationaux conclus en vue de créer la base juridique contractuelle de l'Union douanière et de l'Espace économique unique, et auxquels la République d'Arménie adhère
Annexe 2	Protocole sur les modifications en lien avec l'adhésion de la République d'Arménie apportées au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique et aux traités internationaux conclus en vue de créer la base juridique contractuelle de l'Union douanière et de l'Espace économique unique
Annexe 3	Conditions et clauses transitoires
Annexe 4	Liste des marchandises et des taux pour lesquels la République d'Arménie applique, pendant la période de transition, des taux de droits à l'importation différents des taux du tarif extérieur commun de l'Union économique eurasiatique
Annexe 5	Protocole sur les particularités des mouvements de marchandises et de véhicules partant du territoire douanier de l'Union économique eurasiatique, y compris le territoire de la République d'Arménie, vers le territoire douanier de l'Union économique eurasiatique, y compris le territoire de la République d'Arménie, en passant par des territoires qui ne sont pas le territoire douanier de l'Union économique eurasiatique

### 3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Une union douanière avec un marché interne unique pour les marchandises, un règlement douanier commun et un régime de commerce extérieur commun est en place entre les États membres de l'UEE – et l'Arménie depuis son adhésion. Le règlement douanier commun est mis en œuvre conformément aux dispositions inscrites dans le traité de l'UEE ainsi que dans le traité d'adhésion de l'Arménie, les accords et les textes de loi conclus entre les États membres de l'UEE, et le Code douanier de l'UEE (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018).

#### 3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties

3.2. Avant son adhésion à l'UEE, tous les échanges effectués entre l'Arménie et chacun des États membres de l'UEE étaient déjà en franchise de droits, conformément aux différents accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et plurilatéraux en vigueur entre ces pays (voir la section 5.7).

3.3. Au titre de l'article 114 du traité de l'UEE, les accords internationaux bilatéraux entre les États membres qui prévoient une intégration plus poussée ou des avantages additionnels pour les personnes physiques et/ou morales de ces États – comparativement aux dispositions du traité de l'UEE ou des traités internationaux conclus avec l'Union – s'appliqueront entre les parties contractantes à ces accords internationaux bilatéraux, à condition que cela n'affecte pas les droits et obligations au titre du traité de l'UEE et des traités internationaux conclus dans le cadre de l'UEE.

3.4. Les tableaux 3.1 et 3.2 montrent le traitement en franchise de droits mis en place entre l'UEE et l'Arménie, ventilé en termes de droits NPF et de traitement préférentiel dans le cadre des ALE existants. En 2015, l'Arménie<sup>8</sup> a bénéficié d'un traitement en franchise de droits sur une base NPF dans l'UEE pour 14,9% des lignes tarifaires de l'Union, soit 4,1% des importations de l'UEE en provenance d'Arménie entre 2012 et 2014; le traitement en franchise de droits a été appliqué à 85,1% des lignes tarifaires de l'UEE, soit 95,9% de ses importations en provenance d'Arménie sur la même période. Les chiffres sur la franchise de droits sur une base NPF et le traitement préférentiel accordés par l'Arménie aux États membres de l'UEE montraient une ventilation similaire en termes de pourcentage des lignes tarifaires – environ 20% NPF et 80% préférentiel. En revanche, sur le plan commercial, les profils sont nettement différents: les importations en franchise de droits sur une base NPF représentent les deux tiers des importations moyennes réalisées entre 2012 et 2014.

**Tableau 3.1 UEE: traitement en franchise de droits pour l'Arménie et valeurs moyennes correspondantes des échanges**

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	Part (%) du total des lignes du tarif douanier de l'UEE	Valeur des importations de l'UEE en provenance d'Arménie (millions de \$EU) 2012-2014	Part (%) des importations totales de l'UEE en provenance d'Arménie 2012-2014
NPF (2015)	1 746	14,9	13,6	4,1
Traitement préférentiel en franchise de droits	9 965	85,1	319,7	95,9
Total	11 711	100,0	333,3	100,0

Note: le tarif de l'UEE se base sur les droits NPF de la Russie en 2015. Les importations de l'UEE comprennent les importations du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie en provenance d'Arménie. D'après la nomenclature du SH2012 au niveau à 10 chiffres du SH.

Source: BDI de l'OMC et autorités arméniennes.

<sup>8</sup> En 2015, le taux NPF appliqué par la Fédération de Russie comprenait 11 711 lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres du SH, dont 85,2% avaient des taux de droits *ad valorem*. Sur les lignes restantes, 1 440 avaient des taux de droits mixtes, 274 des droits spécifiques et 19 des taux composites.

**Tableau 3.2 Arménie: traitement en franchise de droits pour les États membres de l'UEE et valeurs moyennes correspondantes des échanges**

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	Part (%) du total des lignes du tarif douanier de l'Arménie	Valeur des importations de l'Arménie en provenance de l'UEE (millions de \$EU) 2012-2014	Part (%) des importations totales de l'Arménie en provenance de l'UEE 2012-2014
NPF (2015)	2 349	20,1	750,4	65,7
Traitement préférentiel en franchise de droits	9 362	79,9	392,5	34,3
Total	11 711	100,0	1 142,9	100,0

Note: L'UEE est composée du Bélarus, du Kazakhstan et de la Fédération de Russie.  
D'après la nomenclature du SH2012 au niveau à 10 chiffres du SH.

Source: BDI de l'OMC, EPC de l'OMC et autorités arméniennes.

3.5. Le traité de l'UEE prévoit un marché interne avec libre circulation des marchandises – les échanges se faisant en franchise de droits d'importation et d'exportation et d'autres impositions ayant des effets équivalents, de mesures non tarifaires et d'instruments de défense commerciale, sauf indication contraire dans le traité (articles 3, 25 et 28 du traité de l'UEE). Une fois qu'une marchandise se trouve sur le territoire de l'Union, le commerce se fait sans déclaration ni contrôle douanier comme pour le transport, les mesures sanitaires, vétérinaires, etc., sauf indication contraire dans le traité d'adhésion ou le traité de l'UEE.

3.6. Le cadre juridique de l'UEE prévoit la possibilité d'appliquer certaines exceptions à la libre circulation des marchandises, à savoir:

- a. les marchandises importées en provenance de tierces parties bénéficiant d'exceptions temporaires au tarif extérieur commun par pays, telles qu'appliquées par l'Arménie et le Kazakhstan (voir la section 3.2). La différence tarifaire entre les droits inférieurs de l'Arménie et le tarif extérieur commun devra peut-être être acquittée pour permettre la circulation des marchandises dans d'autres parties de l'UEE;
- b. les marchandises exportées par l'Arménie qui bénéficient de périodes transitoires prévues dans le traité d'adhésion, conformément aux modalités et aux conditions spécifiées dans ledit traité et abordées dans différentes sections du présent document; et
- c. conformément à l'article 29 du traité de l'UEE, les marchandises pour lesquelles des clauses d'exception générales et/ou de sécurité s'appliquent.

3.7. Sur la base de la valeur des importations en provenance de tierces parties (moyenne pour 2012-2014, et pour 2012-2013 seulement pour le Bélarus), en 2015, 0,37% des importations extra-UEE étaient des marchandises qui correspondent aux exceptions temporaires de l'Arménie au tarif extérieur commun; en 2016, ce chiffre était de 0,36%. Toutefois, aucune information ne permet de savoir si ces importations étaient des produits originaires ou des produits provenant de tierces parties.

3.8. Les zones économiques franches (spéciales) et les entrepôts francs, établis en Arménie conformément à la législation nationale, sont autorisés au titre de l'article 27 du traité de l'UEE. En juin 2018, il y avait trois zones économiques franches (ZEF) en fonctionnement en Arménie.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> La ZEF "Alliance", lancée en août 2013 pour dix ans, est axée sur la production et l'exportation de technologies de pointe et innovantes. La ZEF "Meridian", lancée en mars 2015 pour dix ans, est spécialisée dans la joaillerie, la taille de pierres et l'horlogerie. La ZEF "Meghri", lancée en décembre 2017 pour 50 ans, est dédiée aux activités industrielles et de logistique.

## 3.2 Commerce avec des tierces parties

### 3.2.1 Application du tarif extérieur commun de l'UEE par l'Arménie

3.9. L'application du tarif extérieur commun de l'UEE par l'Arménie est régie par les sections IV et V de l'annexe 3 du traité d'adhésion, sur la base de deux principes sous-jacents – à savoir l'harmonisation complète des taux NPF de l'Arménie avec le tarif extérieur commun après une période de transition et le respect des obligations envers l'OMC et du traité du 19 mai 2011 sur le fonctionnement de l'Union douanière au sein du système commercial multilatéral (ci-après le traité sur le système multilatéral), qui fait partie du cadre juridique de l'UEE. En résumé, le traité sur le système multilatéral prévoit qu'à compter de la date d'adhésion de tout État membre de l'UEE à l'OMC les dispositions de l'Accord sur l'OMC, telles que présentées dans son protocole d'accession, qui ont trait aux questions pour lesquelles les États membres avaient autorisé le Conseil suprême et l'UEE à régler dans le cadre de l'UEE, ainsi qu'aux relations juridiques régies par les traités internationaux constituant le cadre juridique de l'UEE, deviennent une partie intégrante du cadre juridique de l'Union douanière et plus tard de l'UEE. Les États membres de l'UEE sont obligés, lorsqu'ils concluent un accord international dans le cadre de l'UEE, de veiller à ce que cet accord soit conforme à l'Accord sur l'OMC.

3.10. Conformément au traité d'adhésion, l'Arménie s'est engagée à renégocier ses taux consolidés de l'OMC, les renégociations étant menées par une délégation nommée par le Conseil de la Commission de l'UEE (paragraphe 38 de l'annexe 3 du traité d'adhésion). Une délégation conjointe, comprenant des représentants de l'Arménie, du Bélarus, de la Commission de l'UEE<sup>10</sup>, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et de la République kirghize a par la suite été nommée (Ordonnance du Conseil de la Commission n° 30 datée du 2 décembre 2015, qui a remplacé l'Ordonnance n° 12 du 23 avril 2015). Les résultats des renégociations devront dans un premier temps être approuvés par le Conseil de la Commission avant leur adoption finale à l'OMC; à la suite de quoi le tarif extérieur commun sera modifié en conséquence.

3.11. Les procédures inscrites aux articles XXIV:6 et XXVIII du GATT de 1994 prévoyant la modification de la liste CLV de l'Arménie ont été lancées par le pays en novembre 2014<sup>11</sup>, avec en particulier la mise en circulation des données pertinentes.

#### 3.2.1.1 Niveau d'harmonisation

3.12. Lors de son adhésion, l'Arménie a reçu un certain nombre d'exceptions temporaires au tarif extérieur commun, et, à compter de 2022, le tarif extérieur commun s'appliquera sans exception.<sup>12</sup> D'ici là, l'Arménie doit veiller à ce que les marchandises importées à des taux inférieurs au tarif extérieur commun restent sur son territoire, et elle devra prendre des mesures pour s'assurer que, dans le cas d'exportations vers d'autres États membres de l'UEE, la différence tarifaire soit payée.<sup>13</sup> La Commission est chargée de compiler et de mettre à jour la liste des marchandises/taux visés par les exceptions au tarif extérieur commun de l'Arménie (paragraphe 40 de l'annexe 3 du traité d'adhésion).

3.13. Le graphique 3.1 illustre le niveau d'harmonisation du tarif extérieur commun, tel qu'appliqué par le Bélarus et la Fédération de Russie<sup>14</sup>, avec les taux NPF de l'Arménie pour 2015-2021, par nombre de lignes tarifaires et par importations extra-UEE-4 (moyenne pour 2012-2014, et moyenne pour 2012-2013 seulement pour le Bélarus). Une ventilation des taux du tarif commun extérieur en franchise de droits/passibles de droits est également présentée. Les exceptions, accordées à moins de 10% des lignes tarifaires, représentaient en 2015 plus des deux tiers des importations de l'Arménie en provenance de tierces parties. D'ici à 2020, avec la baisse

<sup>10</sup> Les représentants de la Commission sont le chef du département de la politique commerciale et de la division des interactions avec l'OMC et les autres organisations internationales du département de la politique commerciale.

<sup>11</sup> G/SECRET/37.

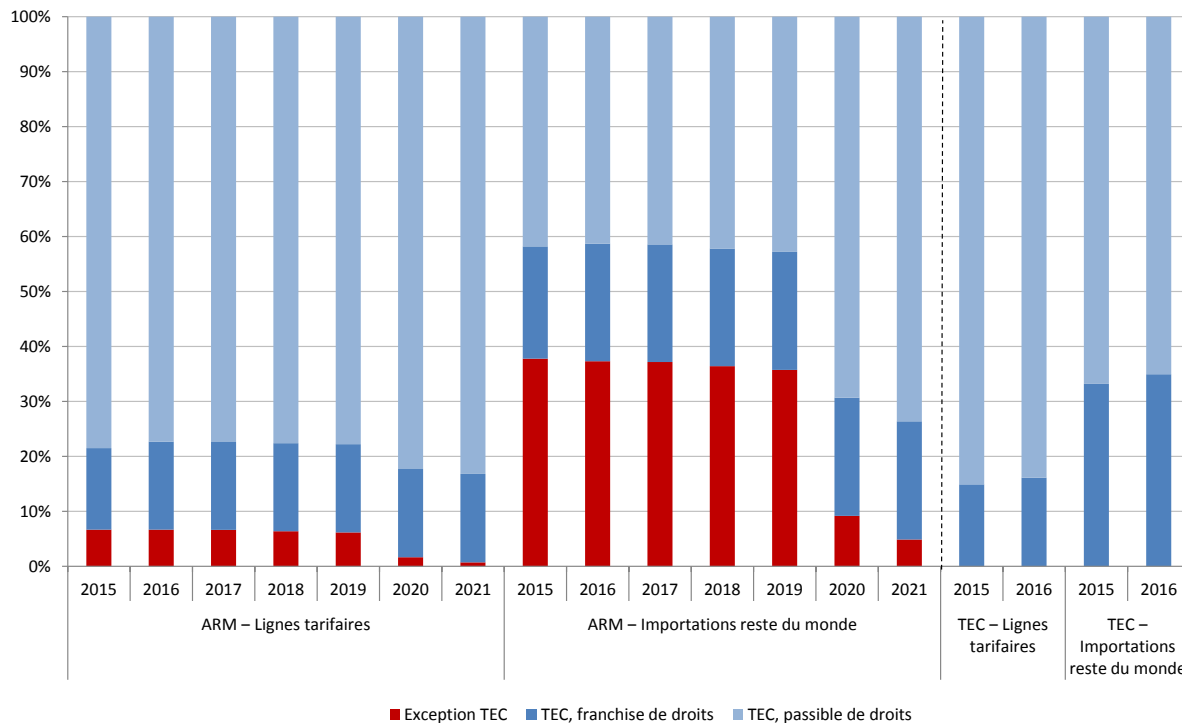
<sup>12</sup> L'annexe 4 indique, pour toutes les exceptions de l'Arménie au tarif extérieur commun, le taux NPF appliqué pour la période 2015-2022. Les taux du tarif extérieur commun peuvent toutefois varier pendant cette période; ainsi, il peut arriver qu'une exception au tarif extérieur commun devienne superflue.

<sup>13</sup> Les autres États membres sont libres de mettre en place des procédures pour l'entrée de ces marchandises sur leur territoire.

<sup>14</sup> Le Kazakhstan a également des exceptions au tarif extérieur commun; ainsi, le tarif extérieur commun n'est appliqué en totalité que par le Bélarus et la Fédération de Russie.

importante du nombre d'exception au tarif extérieur commun, elles représenteront environ 10% des importations en provenance de tierces parties.

**Graphique 3.1 Arménie: application du tarif extérieur commun et exceptions, et moyennes correspondantes des échanges, 2015-2021**



Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012. Importations moyennes pour 2012-2014 et pour 2012-2013 pour le Bélarus. Les données sur les importations pour la Fédération de Russie et l'Arménie sont au niveau des positions à 8 chiffres, tandis que le tarif est au niveau des positions à 10 chiffres. Les importations étaient alignées sur les données concernant les lignes tarifaires au niveau des positions à 10 chiffres.

ARM Arménie.  
 TEC Les Parties sont convenues que le droit NPF de la Fédération de Russie est le tarif extérieur commun. Dans ce tableau, le tarif extérieur commun est celui appliqué par le Bélarus et la Fédération de Russie (le Kazakhstan applique des exceptions au tarif extérieur commun). En 2017, les taux du tarif extérieur commun utilisés étaient ceux de 2016.  
 ARM 2015 NPF 2015 de la Fédération de Russie + exceptions de l'Arménie pour 2015.  
 ARM 2016-2022 NPF 2016 de la Fédération de Russie + exceptions de l'Arménie pour 2016-2021.

Source: BDI de l'OMC, EPC de l'OMC et autorités arméniennes.

3.14. Des détails supplémentaires sur les exceptions au tarif extérieur commun figurent dans le tableau 3.3. En 2015, les exceptions de l'Arménie au tarif extérieur commun étaient en vigueur pour 780 lignes tarifaires, soit 0,37% des importations extra-UEE-4 (moyenne pour 2012-2014 et pour 2012-2013 pour le Bélarus); en 2021, les chiffres correspondants seront de 82 lignes tarifaires, soit 0,05% des importations de l'UEE en provenance de tierces parties.

**Tableau 3.3 Arménie: exceptions au tarif extérieur commun et échanges avec des tierces parties, 2015-2021**

Droits (année)	Nb de lignes	% importations venant du reste du monde (2012-2014) <sup>a</sup> par	
		l'Arménie	l'UEE-4
2015	780	37,8%	0,37
dont: égaux au TEC	8		
inférieurs au TEC	732		
supérieurs au TEC	21		
non comparables <sup>b</sup>	19		

Droits (année)	Nb de lignes	% importations venant du reste du monde (2012-2014) <sup>a</sup> par	
		L'Arménie	L'UEE-4
2016	774	37,3%	0,36
<i>dont: égaux au TEC</i>	5		
<i>inférieurs au TEC</i>	729		
<i>supérieurs au TEC</i>	22		
<i>non comparables<sup>b</sup></i>	18		
2017	766	37,2%	0,36
<i>dont: égaux au TEC</i>	5		
<i>inférieurs au TEC</i>	721		
<i>supérieurs au TEC</i>	22		
<i>non comparables<sup>b</sup></i>	18		
2018	737	36,4%	0,36
<i>dont: égaux au TEC</i>	1		
<i>inférieurs au TEC</i>	709		
<i>supérieurs au TEC</i>	9		
<i>non comparables<sup>b</sup></i>	18		
2019	712	35,7%	0,35
<i>dont: inférieurs au TEC</i>	688		
<i>supérieurs au TEC</i>	6		
<i>non comparables<sup>b</sup></i>	18		
2020	188	9,2%	0,09
<i>dont: inférieurs au TEC</i>	187		
<i>supérieurs au TEC</i>	1		
2021	82	4,9%	0,05
<i>dont: inférieurs au TEC</i>	82		

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

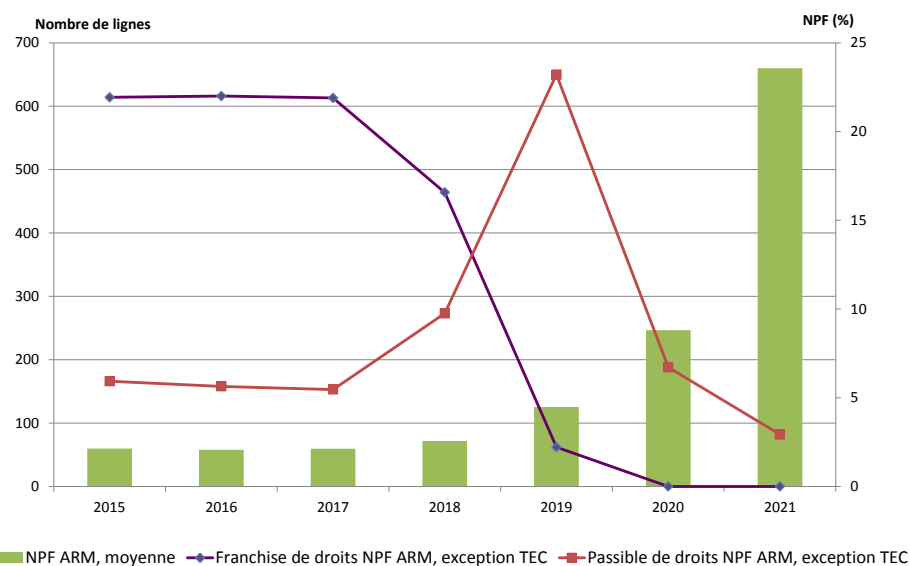
a Sauf pour le Bélarus où la couverture des importations concerne la période 2012-2013.

b Les taux ne sont pas comparables à cause de types de droits différents.

Source: Autorités arméniennes, BDI de l'OMC et EPC de l'OMC.

3.15. La convergence des exceptions vers le tarif extérieur commun n'est pas linéaire; environ 20% des droits doivent être alignés en une seule tranche; environ 40% doivent être alignés en deux tranches; et le reste de la convergence se fera en trois tranches ou plus. Dans le graphique 3.2, l'évolution des exceptions de l'Arménie au tarif extérieur commun est représentée conjointement avec sa moyenne NPF annuelle; on peut constater que, d'ici à 2019, un nombre important de lignes tarifaires qui étaient auparavant en franchise de droits sur une base NPF en Arménie sont devenues passibles de droits afin d'atteindre progressivement le tarif extérieur commun.

**Graphique 3.2 Arménie: évolution des exceptions au tarif extérieur commun et des taux NPF, 2015-2021**

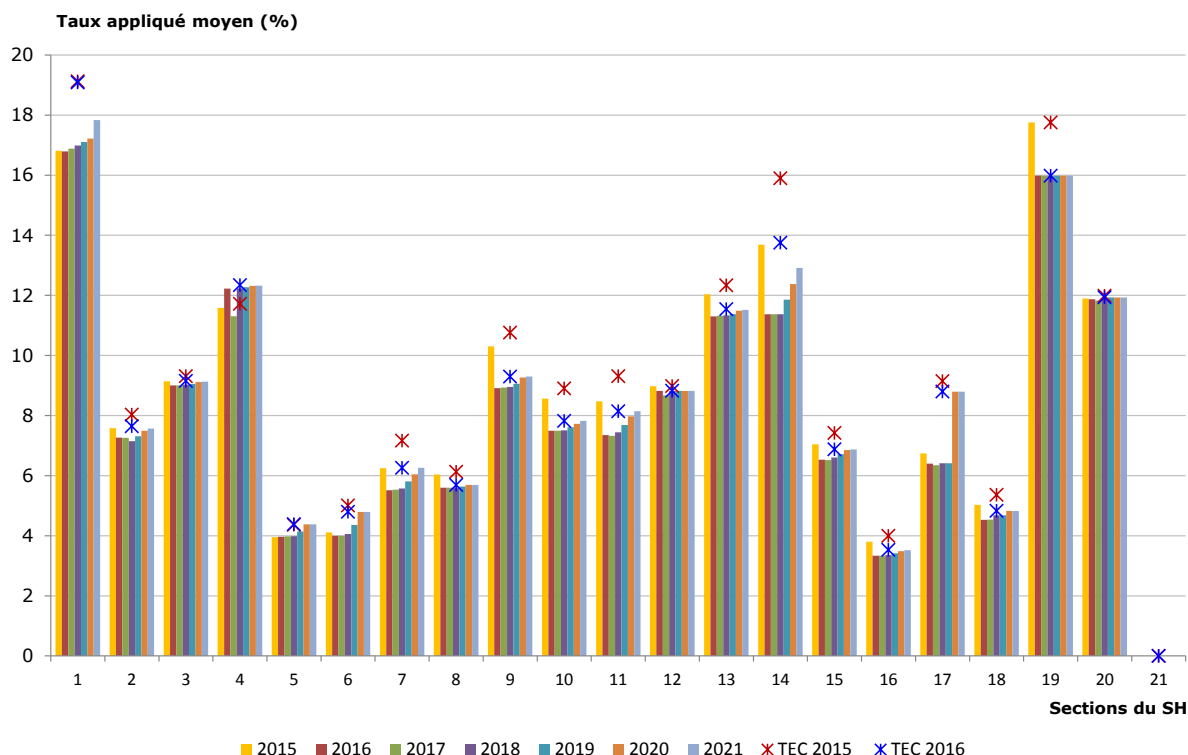


Source: Autorités arméniennes, BDI de l'OMC, EPC de l'OMC.



3.16. Le graphique 3.3 donne des détails sur les exceptions de l'Arménie au tarif extérieur commun par section du SH sur la période 2015-2021. Les taux appliqués par l'Arménie et ceux du tarif extérieur commun sont les mêmes dans les sections 12 (chaussures), 19 (armes et munitions) et 21 (objets d'art) du SH pour les deux années, et dans la section 20 (divers) pour 2016. Dans les autres sections, les taux appliqués par l'Arménie sont inférieurs à ceux du tarif extérieur commun.

**Graphique 3.3 Tarif extérieur commun et taux NPF de l'Arménie, 2015-2021, par section du SH**



Note: Les moyennes ont été calculées sur la base des droits NPF de la Fédération de Russie en intégrant les exceptions temporaires de l'Arménie. Les moyennes sont calculées en excluant les taux spécifiques et en retenant l'élément *ad valorem* des droits alternatifs. Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Autorités arméniennes, EPC de l'OMC, et base de données Comtrade de la DSNU.

3.17. Le tableau 3.4 indique les droits moyens et les importations de l'Arménie par section du SH avant son adhésion et pendant la période de transition. Le taux NPF moyen appliqué par l'Arménie a augmenté pendant cette période pour toutes les sections du SH, sauf les sections 3 (huiles et graisses) et 12 (chaussures) pour lesquelles le taux NPF moyen appliqué a diminué, et la section 21 (objets d'art) pour laquelle le taux NPF moyen est resté en franchise de droits.

**Tableau 3.4 Arménie: droits avant et après l'adhésion à l'UEE et importations correspondantes, par section du SH**

Section du SH	Taux NPF moyen de l'Arménie (%)								Importations en provenance du reste du monde en millions de \$EU (2012-2014)
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
1	9,3	16,8	16,8	16,9	17,0	17,1	17,2	17,8	136,0
2	7,2	7,6	7,3	7,3	7,1	7,3	7,5	7,6	114,3
3	9,9	9,1	9,0	9,0	9,0	9,1	9,1	9,1	29,8
4	8,6	11,6	12,2	11,3	12,2	12,3	12,3	12,3	286,6
5	0,7	3,9	4,0	4,0	4,0	4,1	4,4	4,4	325,1
6	0	4,1	4,0	4,0	4,1	4,4	4,8	4,8	309,7
7	4,4	6,2	5,5	5,5	5,6	5,8	6,0	6,3	149,9
8	2,7	6,0	5,6	5,6	5,6	5,6	5,7	5,7	12,4



Section du SH	Taux NPF moyen de l'Arménie (%)								Importations en provenance du reste du monde en millions de \$EU (2012-2014)
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
9	1,6	10,3	8,9	8,9	9,0	9,1	9,3	9,3	63,6
10	0,8	8,6	7,5	7,5	7,5	7,6	7,7	7,8	67,5
11	3,9	8,5	7,4	7,3	7,4	7,7	8,0	8,1	155,6
12	10	9,0	8,8	8,7	8,8	8,8	8,8	8,8	30,2
13	7,6	12,0	11,3	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	79,3
14	2,9	13,7	11,4	11,4	11,4	11,9	12,4	12,9	251,1
15	2	7,0	6,5	6,5	6,6	6,7	6,9	6,9	226,0
16	3,2	3,8	3,3	3,3	3,4	3,4	3,5	3,5	518,7
17	4,3	6,7	6,4	6,3	6,4	6,4	8,8	8,8	250,9
18	1,4	5,0	4,5	4,5	4,7	4,7	4,8	4,8	67,5
19	0	17,8	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,9
20	9,4	11,9	11,9	11,8	11,9	11,9	11,9	11,9	103,6
21	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8

Note: Les moyennes sont calculées en excluant les taux spécifiques et en retenant l'équivalent *ad valorem* ou l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.  
Les taux NPF de l'Arménie pour 2015 sont les taux NPF de la Fédération de Russie pour 2015 combinés aux exceptions de l'Arménie pour 2015. Pour la période 2016-2021, ils sont basés sur les droits NPF 2016 de la Fédération de Russie et sur les exceptions de l'Arménie pour 2016-2021. Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de la BDI de l'OMC, de l'EPC de l'OMC et des autorités arméniennes.

### 3.2.1.2 Autres questions relatives aux droits de douane

3.18. Le traité d'adhésion autorise l'Arménie à accorder (section V de l'annexe 3):

- a. des exemptions tarifaires i) conformément aux traités internationaux conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (voir le tableau 5.1); ii) dans le cadre d'un programme éducatif conclu avec l'Inde; et iii) dans le cadre d'un programme national d'éducation qui allait jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à l'exception des véhicules, des bicyclettes, et du transport maritime et aérien (paragraphe 41);
- b. des exemptions tarifaires allant jusqu'en 2025 pour les importations de sucre de canne brut destiné à une transformation industrielle en Arménie (SH 1701.13 et 1701.14)<sup>15</sup>, sous réserve d'une confirmation par un organisme habilité de l'Arménie que le sucre brut est destiné à une transformation industrielle. L'Arménie devra informer la Commission des volumes d'importation annuels et de la balance de consommation. Elle veillera également à ce que ni les sucres bruts importés ni les sucres blancs transformés ne soient par la suite exportés vers d'autres États membres de l'UEE. En aucun cas ces dispositions ne devront être utilisées par l'Arménie pour restreindre les importations de sucre en provenance d'autres États membres de l'UEE (paragraphe 42).
- c. des exemptions tarifaires allant jusqu'en 2022 pour les importations suivantes (paragraphe 44):
  - i. marchandises pour usage militaire, à condition que des biens similaires ne soient pas produits dans d'autres États membres de l'UEE et sous réserve de la délivrance d'un certificat d'utilisation finale par le Ministère de la défense de l'Arménie;
  - ii. équipement de transport utilisé pour fournir des services de transport (hélicoptères, avions de transport de passagers et de marchandises). Une description détaillée des marchandises, accompagnée de leurs codes SH et des autres prescriptions, est également fournie; et

<sup>15</sup> Depuis son adhésion, l'Arménie a commencé à appliquer le tarif extérieur commun pour ces articles, avec des taux spécifiques variant entre 140 dollars EU et 250 dollars EU par tonne métrique, alors que les taux consolidés de l'Arménie pour les positions correspondantes du SH2007 étaient de 10%.

- iii. marchandises utilisées dans la construction, la modernisation et l'exploitation de centrales nucléaires sur le territoire de l'Arménie, conformément à la liste de ces marchandises indiquée dans la Décision n° 9/12 du Conseil de la Commission économique eurasiatique.

3.19. L'Arménie doit veiller à ce que toutes les marchandises mentionnées au paragraphe 3.17 ci-dessus, à l'exception du sous-paragraphe b, restent sur son territoire, et elle doit prendre des mesures pour s'assurer que, dans le cas d'une exportation vers d'autres États membres de l'UEE, la différence tarifaire est acquittée.

### **3.2.1.3 Partage des recettes**

3.20. La formule initiale pour le partage des recettes de l'UEE<sup>16</sup> a été modifiée à la suite de l'adhésion de l'Arménie à l'UEE, pour le ratio suivant: 1,13% pour l'Arménie, 4,65% pour le Bélarus, 7,25% pour le Kazakhstan, et 86,97% pour la Fédération de Russie (paragraphe 1 du Protocole sur les modifications apportées au traité d'adhésion). Toute recette perçue par l'Arménie doit être distribuée le jour ouvrable suivant le versement des droits d'importation.

3.21. À la suite de l'adhésion de la République kirghize à l'UEE, la formule pour le partage des recettes a de nouveau été modifiée, pour le ratio suivant: 1,11% pour l'Arménie, 4,56% pour le Bélarus, 7,11% pour le Kazakhstan, 1,9% pour la République kirghize et 85,32% pour la Fédération de Russie. Ce ratio a été appliqué jusqu'à la fin de 2016. En 2017, la formule a une nouvelle fois été modifiée; en juillet 2018, le ratio appliqué était le suivant: 1,220% pour l'Arménie, 4,560% pour le Bélarus, 7,055% pour le Kazakhstan, 1,9% pour la République kirghize et 85,265% pour la Fédération de Russie.

## **3.2.2 Mesures non tarifaires**

### **3.2.2.1 Contingents tarifaires**

3.22. L'Arménie était autorisée à appliquer, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017, un contingent tarifaire de 4 000 tonnes métriques par an pour le sucre blanc (positions 1701.99.1001 et 1701.99.1009 du SH), avec un taux contingentaire de 10%, sous réserve de la délivrance d'une licence d'importation par un organisme habilité en Arménie (paragraphe 43 de l'annexe 3 du traité d'adhésion).<sup>17</sup>

### **3.2.3 Autres mesures relatives à l'exportation**

3.23. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant d'autres mesures relatives à l'exportation, les disciplines de l'UEE s'appliquent donc.

3.24. Les droits à l'exportation ne s'appliquent pas aux échanges intra-UEE; s'agissant du commerce avec les tierces parties, les États membres sont libres d'appliquer des droits à l'exportation de manière unilatérale conformément à leur législation nationale et à leurs engagements internationaux respectifs, en particulier ceux pris dans le cadre de l'OMC. Depuis avril 2018, des droits à l'exportation sont appliqués par tous les États membres de l'UEE, sauf l'Arménie.

### **3.2.4 Redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation**

3.25. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant les redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation; les disciplines de l'UEE s'appliquent donc. Dans le cadre du commerce intrarégional, les marchandises provenant d'États membres de l'UEE ne sont pas soumises au paiement de redevances et d'impositions en lien avec l'importation.

---

<sup>16</sup> Le partage initial des recettes douanières fixes de l'UEE, mis en place au titre de l'article 26 et de l'annexe 5 du traité de l'UEE, prévoyait un ratio de 4,70% pour le Bélarus; 7,33% pour le Kazakhstan; et 87,97% pour la Fédération de Russie.

<sup>17</sup> Les importations moyennes pour la position 1701.99 du SH en 2012-2014 ont atteint 4 656 tonnes. Ces biens sont consolidés dans la liste de l'Arménie à un taux de 15%. Depuis l'adhésion de l'Arménie, le tarif extérieur commun – 340 dollars EU par tonne – a été appliqué pour ces biens.

### **3.2.5 Incidence générale de la création de l'UEE**

3.26. Dans le cadre de "[l]'évaluation au titre du paragraphe 5 a) de l'article XXIV de l'incidence générale des droits de douane et autres réglementations commerciales applicables avant et après l'établissement d'une union douanière", le paragraphe 2 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 (le Mémoire d'accord) dispose que le Secrétariat doit calculer "les taux de droits moyens pondérés et les droits de douane perçus selon la méthodologie utilisée dans l'évaluation des offres tarifaires faites au cours du Cycle d'Uruguay".

3.27. Étant donné la proximité entre la création de l'UEE et les deux adhésions successives, le Secrétariat a calculé l'incidence générale de la création de l'UEE, avec les quatre États membres qui faisaient partie de l'OMC en 2015, mais en excluant le Bélarus. Ce document a été distribué sous la cote WT/REG363/2.

### **3.3 Règles d'origine**

3.28. Le traité d'adhésion ne comprend aucune disposition concernant les règles d'origine. Ainsi, les disciplines sont celles du traité de l'UEE.

### **3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises**

#### **3.4.1 Normes**

3.29. En attendant l'harmonisation complète des obstacles techniques au commerce (OTC), des procédures d'évaluation de la conformité et des mesures sanitaires et phytosanitaires des États membres de l'UEE, trois systèmes coexistent: un système national, un système basé sur la reconnaissance mutuelle, et enfin le système harmonisé de l'UEE. Le traité d'adhésion prévoit que les disciplines de l'UEE dans ce domaine s'appliquent, telles que modifiées par les dispositions pertinentes du traité d'adhésion. Il prévoit notamment des périodes de transition pour que l'Arménie applique certains règlements techniques communs de l'UEE. Les disciplines pertinentes sont décrites dans les sous-sections ci-après.

##### **3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires**

3.30. Les disciplines sur les mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires sont définies dans la section VIII de l'annexe 3 du traité d'adhésion. Elles ne prévoient aucune période de transition; ainsi, à compter de son adhésion, l'Arménie doit intégralement appliquer la législation et les prescriptions de l'UEE relatives aux mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires.

3.31. Des certificats de conformité doivent être délivrés par les organismes habilités à mener ces activités au titre de la législation arménienne (paragraphe 53). Ces organismes sont inclus dans le Registre unifié des organismes de certification et des laboratoires d'essai.

##### **3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce**

3.32. Les disciplines inscrites au traité d'adhésion (section VII de l'annexe 3) prévoient des périodes de transition pour permettre à l'Arménie d'appliquer les règlements techniques de l'UEE. À la fin de la période de transition, les produits à destination du marché arménien devront porter une étiquette de conformité eurasiatique.

3.33. Une période de transition générale d'un an – à savoir jusqu'au 2 janvier 2016 – a été convenue pour que l'Arménie applique les disciplines de l'UEE relatives aux règlements techniques (paragraphe 48); des périodes de transition plus longues ont toutefois été convenues dans certains cas spécifiques, à savoir:

- a. pour les machines et l'équipement, la fabrication de meubles et les tracteurs agricoles et forestiers et leurs remorques, l'Arménie avait jusqu'au 2 janvier 2017 pour se mettre en conformité avec les règlements techniques;
- b. la mise en conformité avec les règlements techniques concernant les matériaux pour la construction de routes a été repoussée au 2 janvier 2019; et

- c. la plus longue période de transition (cinq ans) a été accordée à la mise en conformité avec les règlements techniques appliqués aux véhicules à roues<sup>18</sup> – à savoir d'ici au 2 janvier 2020.

3.34. Comme prescrit dans le paragraphe 49 de l'annexe 3, le Collège de la Commission a adopté la Décision n° 28/15 sur la procédure de mise en œuvre des règlements techniques de l'Union douanière en République d'Arménie.<sup>19</sup> La décision de mise en œuvre prévoit ce que suit:

- a. la délivrance de certificats d'évaluation de la conformité selon la législation nationale de l'Arménie n'est pas possible après expiration de la période de transition;
- b. après expiration de la période de transition, la production et la mise en circulation de marchandises à l'intérieur du territoire douanier de l'Arménie (ou leur installation dans le cas "d'objets et éléments de l'infrastructure du transport ferroviaire") sur la base des prescriptions de l'Arménie restent temporairement possibles, à savoir:
  - i. pour les marchandises soumises à l'obligation de conformité, pendant deux ans après expiration de la période de transition (généralement le 2 janvier 2018, mais plus tard pour les produits énumérés dans le paragraphe 3.31 ci-dessus), à condition que ces marchandises soient accompagnées d'un certificat de conformité délivré par un organisme habilité de la République d'Arménie et qu'elles portent une étiquette indiquant la conformité arménienne; et
  - ii. pour les marchandises non soumises à l'obligation de conformité, les certificats ou les étiquettes de conformité ne sont pas requis pendant un an après expiration de la période de transition; et
- c. la circulation, à l'intérieur du territoire douanier de l'Arménie, des produits bénéficiant d'une période de transition plus longue spécifiée dans le paragraphe 3.33 ci-dessus est autorisée pendant la durée de vie des produits, comme cela est prévu dans la législation nationale de l'Arménie.

3.35. Les prescriptions de l'Arménie concernant les règlements techniques s'appliqueront aux produits inclus dans la liste unifiée de produits soumis à une évaluation obligatoire de la conformité dans le cadre de l'UEE.

3.36. Pendant la période de transition, la législation de l'Arménie et celle de l'Union douanière concernant les règlements techniques peuvent être appliquées aux produits destinés à circuler sur le territoire de l'Arménie. Si un produit importé en Arménie est destiné à circuler vers d'autres États membres de l'UEE, il devra être conforme aux règlements techniques de l'UEE.

3.37. L'évaluation de la conformité devra être réalisée par les organismes accrédités de l'Arménie dans le respect de la législation de l'UEE. Les certificats de conformité devront être délivrés par les organismes habilités à réaliser ces activités au titre de la législation arménienne (paragraphe 52).<sup>20</sup>

---

<sup>18</sup> Règlements techniques de l'Union douanière a. 010/2011, 025/2012 et 031/2012; b. 014/2011; et c. 018/2011, respectivement.

<sup>19</sup> Dans le présent document, les décisions prises par les différents organismes seront référencées par organisme, numéro et année, comme suit: Décision du Collège n° 28/15, adoptée le 14 avril 2015, [https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0147530/clcd\\_16042015\\_28](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0147530/clcd_16042015_28) (en russe uniquement). Une erreur de frappe a été corrigée par la Décision du Collège n° 87 du 28 août 2016. Cette approche est utilisée pour des raisons de simplification mais ne reflète pas la référence officielle des Décisions de l'UEE. Pour certaines des Décisions de l'UEE, pour lesquelles seul le texte en russe est disponible sur le site Web de l'UEE, le Secrétariat a reçu une traduction non officielle de la Décision qui peut être partagée avec les Membres de l'OMC sur demande.

<sup>20</sup> L'UEE tient un Registre unifié des organismes de certification et des laboratoires d'essai, [http://www.eurasiancommission.org/en/docs/Pages/IL\\_OS.aspx](http://www.eurasiancommission.org/en/docs/Pages/IL_OS.aspx), ainsi que des registres unifiés des certificats de conformité délivrés et des déclarations de la conformité enregistrées.

### 3.4.2 Mesures de défense commerciale

3.38. Le régime de défense commerciale de l'UEE a pris effet en Arménie le 2 janvier 2015; la législation nationale existante à ce sujet a pris fin à cette date. Les changements avaient été notifiés à l'OMC le 29 décembre 2014.<sup>21</sup>

3.39. Le traité d'adhésion prévoit les dispositions suivantes concernant les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde (section VI de l'annexe 3 du traité d'adhésion, paragraphe 47):

- a. pour toute mesure de ce genre en vigueur sur le territoire de l'UEE à la date d'adhésion de l'Arménie, le Département de la protection du marché intérieur de la Commission (l'autorité de l'UEE chargée des enquêtes) peut, de sa propre initiative ou sur demande d'une partie intéressée, mener un examen de l'enquête en ajoutant les données de l'Arménie au dossier, à condition qu'il y ait suffisamment d'éléments de preuve que cet examen pourrait modifier de façon significative les raisons de l'imposition de la mesure correspondante;
- b. si la décision d'appliquer une telle mesure est prise après l'adhésion de l'Arménie mais à la suite d'une enquête menée avant son adhésion, cette mesure s'étendra directement à l'Arménie; un examen pourra être effectué selon les termes spécifiés ci-dessus; et
- c. si une telle mesure implique l'application d'un contingent, son montant sera modifié conformément aux volumes des importations effectuées par l'Arménie en provenance de pays tiers entre 2011 et 2013.

3.40. La notification présentée en décembre 2014 par l'Arménie comprenait également des informations de synthèse sur les mesures de défense commerciale appliquées par l'UEE qui devaient s'étendre à l'Arménie à compter de son adhésion à l'UEE. Après avoir traduit les instruments pertinents (en particulier les articles 48 à 50 du traité de l'UEE et le Protocole de défense commerciale), l'Arménie a notifié leur texte en intégralité.<sup>22</sup>

#### 3.4.2.1 Mesures de sauvegarde

3.41. Les mesures de sauvegarde intra-UEE sont interdites. Les mesures de sauvegarde globales s'appliquent à toute l'UEE. Les États membres de l'UEE sont autorisés à adopter des mesures à titre individuel dans le cas de conditions critiques de la balance des paiements, conformément à la section VIII du Protocole sur les mesures de réglementation non tarifaires appliquées aux pays tiers (annexe 7 du traité de l'UEE).

3.42. Avant son adhésion à l'UEE, l'Arménie n'avait aucune mesure de sauvegarde en vigueur.

3.43. À la date d'adhésion de l'Arménie à l'UEE, cette dernière a appliqué deux mesures de sauvegarde globales, comme cela est indiqué dans le tableau 3.5. À la suite d'une décision prise par le Collège de la Commission<sup>23</sup>, le contingent appliqué aux moissonneuses et à leurs modules a été ajusté pour inclure l'Arménie. S'agissant de la vaisselle, le droit de sauvegarde a également été appliqué par l'Arménie. L'application de ces sauvegardes a été notifiée à l'OMC avant leur mise en œuvre.<sup>24</sup> La notification indiquait que l'Arménie et l'UEE étaient prêtes à tenir des consultations avec les Membres éprouvant un intérêt réel en tant qu'exportateurs du produit concerné, et comprenait des références aux documents pertinents, parmi lesquels l'avis public et le rapport de l'enquête.

<sup>21</sup> G/ADP/N/1/ARM/2-G/SG/N/1/ARM/2-G/SG/N/1/ARM/2. Ce document, daté de mai 2016, avait initialement été distribué un an auparavant mais sous une cote incorrecte.

<sup>22</sup> G/ADP/N/1/ARM/3-G/SG/N/1/ARM/3-G/SG/N/1/ARM/3.

<sup>23</sup> Décision du Collège n° 230 du 9 décembre 2014 sur certaines questions d'application de mesures de sauvegarde et de mesures antidumping en lien avec l'adhésion de la République d'Arménie au traité du 29 mai 2014 instituant l'Union économique eurasiatique, "[https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0144299/clcd\\_12122014\\_230](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0144299/clcd_12122014_230)" (en russe uniquement).

<sup>24</sup> G/SG/N/6/ARM/1-G/SG/N/8/ARM/1-G/SG/N/10/ARM/1-G/SG/N/11/ARM/1; et G/SG/N/6/ARM/2-G/SG/N/8/ARM/2-G/SG/N/10/ARM/2-G/SG/N/11/ARM/2.

**Tableau 3.5 Mesures de sauvegarde définitives appliquées par l'UEE et étendues à l'Arménie le 2 janvier 2015**

Enquête	Date d'entrée en vigueur et type de mesure définitive	
	UEE	Arménie
Moissonneuses et leurs modules	Du 01/01/2014 au 21/08/2016 Contingent	Du 02/01/2015 au 21/08/2016, Contingent, en plus de celui de l'UEE
Vaisselle	Du 29/09/2013 au 28/09/2016 Droit spécifique	Du 02/01/2015 au 28/09/2016 Droit spécifique, tel qu'appliqué par l'UEE

Source: G/SG/N/6/ARM/1-G/SG/N/8/ARM/1-G/SG/N/10/ARM/1-G/SG/N/11/ARM/1; et G/SG/N/6/ARM/2-G/SG/N/8/ARM/2-G/SG/N/10/ARM/2-G/SG/N/11/ARM/2.

3.44. L'Arménie n'avait aucune mesure de sauvegarde spéciale pour l'agriculture au moment de son adhésion à l'UEE.

### 3.4.2.2 Mesures antidumping et compensatoires

3.45. Si aucune mesure antidumping ni aucune mesure compensatoire ne peut être appliquée sur le commerce intra-UEE, des "mesures compensatoires" peuvent être appliquées dans certains cas par un État membre pour contrer l'impact négatif d'une subvention spécifique accordée par un État membre à son industrie nationale (article 93 du traité de l'UEE et annexe 28).

3.46. Avant son adhésion à l'UEE, l'Arménie n'avait aucune mesure antidumping<sup>25</sup> ni de mesure compensatoire en vigueur. À l'époque, l'UEE n'appliquait pas non plus de mesure compensatoire.

3.47. À l'entrée en vigueur de l'UEE, l'Union a appliqué dix mesures antidumping, comme cela est indiqué dans le tableau 3.6 ci-après. À la suite d'une décision du Collège de la Commission, ces droits antidumping ont été élargis à l'Arménie. Leur application a été dûment notifiée à l'OMC.<sup>26</sup>

**Tableau 3.6 Mesures antidumping définitives appliquées par l'UEE et étendues à l'Arménie le 2 janvier 2015**

Pays affecté	Produit	Mesure
<b>Mesures en vigueur le 31 décembre 2014</b>		
Allemagne	Véhicules utilitaires légers	Droits
Chine	Produits plats en acier laminé à froid revêtus de polymère	Droits
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable, écrouis à froid	Droits
	Baignoires en fonte émaillée	Droits
	Roulements à billes, à galets ou à rouleaux (à l'exclusion des roulements à aiguilles)	Droits
Inde	Électrodes en graphite	Droits
Italie	Véhicules utilitaires légers	Droits
Turquie	Véhicules utilitaires légers	Droits
Ukraine	Certains tubes et tuyaux en acier	Droits
	Cylindres de travail forgés	Droits

Source: G/ADP/N/1/ARM/2 et G/ADP/N/272/ARM.

3.48. À la suite de l'adhésion de l'Arménie, la réalisation d'enquêtes antidumping et d'enquêtes en matière de droits compensateurs et l'application de mesures antidumping et compensatoires relèvent de la compétence de l'UEE.

### 3.4.3 Subventions et aides publiques

3.49. Le traité de l'UEE comprend des disciplines sur les subventions, dans les secteurs industriels (section XXIV, article 93 du traité de l'UEE et son annexe 28, le Protocole sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel) et agricole (section XXV, article 95 du traité de l'UEE et son annexe 29, le Protocole sur les mesures de soutien public à l'agriculture). Ces disciplines s'appliqueront aussi à l'Arménie, comme cela est indiqué dans le traité d'adhésion.<sup>27</sup>

<sup>25</sup> Voir G/ADP/N/265/Add.1/Rev.1.

<sup>26</sup> G/ADP/N/1/ARM/2 et G/ADP/N/272/ARM.

<sup>27</sup> Des informations supplémentaires figurent aux sections 3.4.4 et 3.5 du document WT/REG358/1.

3.50. Le traité de l'UEE autorise les exemptions temporaires de l'application des disciplines de l'UEE sur les subventions industrielles. Dans le cas de l'Arménie, les droits de douane et les exemptions fiscales appliqués aux ZEF et aux entrepôts francs étaient autorisés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (paragraphe 5 du Protocole de modifications du traité d'adhésion, qui met à jour l'appendice de l'annexe 28 du traité de l'UEE).

#### 3.4.4 Procédures douanières

3.51. Le Code des douanes de l'UEE est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018; en attendant son entrée en vigueur, le Code des douanes de l'Union douanière était appliqué. Les réglementations douanières nationales restent en vigueur dans la mesure où elles n'entrent pas en conflit avec le Code des douanes de l'UEE. En juillet 2018, l'Arménie finalisait un projet de loi sur la réglementation douanière qui tient compte des prescriptions du Code des douanes de l'UEE.

3.52. La section III de l'annexe 3 du traité d'adhésion relative aux "questions de relations juridiques dans le domaine des douanes" prévoit des disciplines pour:

- a. les personnes menant des activités dans le domaine douanier et d'autres personnes en Arménie, une période de transition est accordée (en général 6 mois pour les transitaires douaniers et les opérateurs économiques agréés et 18 mois pour les représentants douaniers et les propriétaires d'entrepôts douaniers ou d'entrepôts de stockage temporaire) pour mettre les réglementations nationales de l'Arménie en conformité avec celles de l'UEE. En juillet 2018, cette période de transition avait pris fin;
- b. les opérations douanières qui doivent être menées pour les marchandises qui, à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion, étaient soit sous contrôle douanier en Arménie soit situées sur le territoire de l'UEE pour stockage temporaire;
- c. le transport de marchandises pour lesquelles, à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion, une déclaration de transit (ou un document équivalent) avait été délivrée par l'Arménie ou qui étaient sous contrôle douanier;
- d. adapter le régime douanier des marchandises en Arménie au régime de l'UEE<sup>28</sup> et le soumettre à la législation douanière pertinente de l'UEE; des disciplines particulières s'appliquent aux véhicules importés en provenance de tierces parties et aux boutiques franches. Les véhicules relevant des positions 8702 à 8704 du SH importés en Arménie en provenance de tierces parties avec un droit inférieur au tarif extérieur commun de l'UEE<sup>29</sup> et classés en tant qu'"importation pour libre circulation" ou "mise en circulation en vue d'une consommation nationale" ne seront pas autorisés à circuler librement sur le territoire de l'UEE i) tant que la différence tarifaire n'a pas été acquittée sur réexportation vers un autre État membre de l'UEE; ou ii) avant un délai de trois ans après que les exceptions de l'Arménie au tarif extérieur commun pour ces marchandises aient pris fin – à savoir d'ici à 2023, étant donné que l'Arménie appliquera le tarif extérieur commun pour les positions 8702 à 8704 du SH à partir de janvier 2020 (paragraphe 13 de l'annexe 3);
- e. les procédures pour les véhicules assurant le transport international de passagers et/ou de marchandises à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion (paragraphe 28 et 29 de l'annexe 3); et
- f. les automobiles destinées à un usage personnel immatriculées en Arménie (relevant des positions 8702, 8703, 8704.21 et 8704.31 du SH) et en transit/mouvement sur le territoire douanier de l'UEE, lorsque le paiement de toute différence entre les droits de douane et les taux de droits en vigueur en Arménie et ceux des autres États membres de l'UEE est dû, ou qu'il n'est pas exigé de manière réciproque.<sup>30</sup> Il est par ailleurs

<sup>28</sup> Par exemple "mise en libre circulation de marchandises" en Arménie devient "mise en circulation pour consommation nationale" dans l'UEE.

<sup>29</sup> Si les taux de droits payés en Arménie sont les mêmes que le tarif commun extérieur de l'UEE, ces dispositions ne s'appliquent pas.

<sup>30</sup> Ce système est en général nécessaire pour éviter les détournements des échanges, étant donné que les taux NPF de l'Arménie pour ces produits sont inférieurs à ceux du tarif extérieur commun.



précisé que les droits de douane et les taxes appliqués aux automobiles pour usage personnel importées en provenance de tierces parties depuis l'existence de l'Union douanière ne s'appliqueront aux importations en Arménie qu'une fois que les taux du tarif extérieur commun seront en vigueur, à compter de janvier 2020. Comme cela est indiqué au sous-paragraphe d ci-dessus, la libre circulation sur le territoire de l'UEE n'est possible qu'après avoir acquitté la différence tarifaire ou après 2023, mais ce paiement n'est pas dû dans le cas de voitures immatriculées en Arménie qui sont temporairement importées dans d'autres États membres de l'UEE par des résidents permanents d'Arménie. La vente, le transfert d'utilisation et la cession de ces véhicules sur les territoires d'autres États membres de l'UEE sont autorisés uniquement après avoir rempli une déclaration douanière et après avoir acquitté la différence tarifaire, comme cela est indiqué précédemment. Les autorités douanières arméniennes doivent informer leurs homologues de l'UEE au sujet des automobiles importées et mises en libre circulation après la signature du traité d'adhésion, ainsi que du montant des droits de douane et des taxes payés (paragraphe 30 à 37 de l'annexe 3).

#### **4 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES SERVICES ET L'INVESTISSEMENT**

4.1. L'UEE vise à établir progressivement un marché unique des services entre ses États membres. Ceux-ci conservent leur autonomie en matière de commerce des services et d'investissement avec les tierces parties.

4.2. À la suite de son adhésion à l'UEE, l'Arménie a commencé d'appliquer les disciplines de l'UEE sur le commerce des services et l'investissement, comme le prévoient le traité et les décisions de l'UEE dans leur version modifiée par les dispositions applicables des annexes 2 et 3 du traité d'adhésion. D'autre part, certaines disciplines relatives aux services de transport telles qu'elles s'appliquent à l'Arménie figurent au paragraphe 4 du Protocole de la République kirghize sur les modifications de l'UEE.

4.3. La présente section décrit les dispositions figurant dans le traité d'adhésion. Pour une présentation détaillée des disciplines de l'UEE relatives au commerce des services et à l'investissement, voir sa présentation factuelle (WT/REG358/1).

##### **4.1 Champ d'application et définitions**

4.4. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à ces éléments; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent.

##### **4.2 Refus d'accorder des avantages**

4.5. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives au refus d'accorder des avantages; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent.

##### **4.3 Dispositions générales concernant le commerce des services et l'investissement**

4.6. Les points suivants récapitulent les disciplines de l'UEE sur le commerce des services et l'investissement:

- a. le "Protocole sur le commerce des services, la création d'entreprises, les activités et l'investissement" (annexe 16 du traité, ci-après le "Protocole sur les services et l'investissement") contient les disciplines générales de l'UEE, certains secteurs de services étant toutefois régis par une réglementation distincte – les disciplines relatives aux services financiers, par exemple, sont présentées dans le "Protocole sur les services financiers" de l'UEE (annexe 17);
- b. les disciplines s'appliquent aux quatre modes de fourniture de services de l'AGCS;
- c. la libéralisation des échanges internes à l'UEE est fondée sur une approche en trois volets (voir la section 4.4) – à savoir une liste positive de secteurs/sous-secteurs au sein d'un marché unique; une liste négative de mesures non conformes (la "liste des



limitations additionnelles"); et des plans visant à leur suppression, y compris les procédures et étapes de la création du marché unique dans les secteurs en question;

- d. comme c'est le cas pour tous les autres États membres de l'UEE, la liste de limitations horizontales de l'Arménie s'applique en toutes circonstances.

#### **4.3.1 Accès aux marchés**

4.7. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à l'accès aux marchés; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. L'Arménie peut appliquer des restrictions d'accès aux marchés qui ne sont pas autorisées par le traité de l'UEE à la condition qu'elles figurent dans sa liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales.

#### **4.3.2 Traitement national et traitement NPF**

4.8. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives au traitement national et au traitement NPF; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. L'Arménie peut appliquer des restrictions d'accès aux marchés qui ne sont pas autorisées par le traité de l'UEE à la condition qu'elles figurent dans sa liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales.

#### **4.3.3 Présence commerciale**

4.9. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives à la présence commerciale; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. Des exceptions à ces disciplines peuvent être appliquées à condition qu'elles figurent dans la liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales de l'Arménie.

#### **4.3.4 Mouvement des personnes physiques**

4.10. Les disciplines de l'UEE – libre circulation du personnel (mode 4), sous réserve des Listes de limitations additionnelles ou de limitations horizontales des États membres et des disciplines relevant de la section XXVI du traité de l'UEE sur les "migrations du travail" – s'appliquent en Arménie. Ses engagements et limitations concernant le mode 4 sont abordés dans la section 4.4.1.

#### **4.3.5 Prescriptions en matière de résultats**

4.11. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives aux prescriptions en matière de résultats; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent. Des exceptions à ces disciplines peuvent être appliquées à condition qu'elles figurent dans la liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales de l'Arménie.

#### **4.3.6 Entreprises et monopoles d'État**

4.12. La section XII de l'annexe 3 du traité d'adhésion dispose que les disciplines de l'UEE relatives aux monopoles naturels (article 78 du traité de l'UEE et son protocole n° 20 sur les Règles et principes communs de réglementation des activités des entités exerçant un monopole naturel) s'appliquent aux relations entre les monopoles naturels de l'Arménie, ses consommateurs et ses organes à tous les niveaux de gouvernement dès lors qu'elles affectent les échanges entre États membres de l'UEE.

4.13. Les monopoles naturels de l'Arménie correspondent aux services publics définis comme tels dans la législation nationale (paragraphe 4 de l'Annexe 2 du traité d'adhésion):

- a. transmission d'électricité et services d'exploitation du système électrique, et services assurant l'utilisation des infrastructures ferroviaires (figurant dans l'appendice 1 du Protocole n° 20);
- b. services de transport et distribution du gaz naturel, services d'exploitation du système de fourniture de gaz, services non concurrentiels de fourniture d'eau et d'assainissement, services de distribution d'électricité et services de facturation (figurant dans l'appendice 2 du Protocole n° 20).

#### 4.4 Engagements en matière de libéralisation et Marché unique

4.14. L'article 66 du traité contient une clause de statu quo en vertu de laquelle les États membres conviennent de n'adopter aucune nouvelle mesure discriminatoire relative au commerce des services, à la création d'entreprises et aux activités à compter de la date d'entrée en vigueur du traité. Les disciplines relatives au statu quo ne s'appliquent pas au traitement national pour les autres formes d'investissement (paragraphe 73 du Protocole sur les services et l'investissement).<sup>31</sup> Appliquées à l'Arménie, les mesures restrictives en vigueur au 10 octobre 2014 sont donc consolidées. Cependant, de nouvelles mesures restrictives peuvent être adoptées dans certains secteurs particuliers si les listes de limitations additionnelles prévoient la possibilité de prendre de futures mesures restrictives; c'est le cas dans les trois États membres de l'UEE et en Arménie pour un nombre limité de secteurs.<sup>32</sup>

4.15. Un marché unique dans un secteur de services donné englobe les points suivants parmi les fournisseurs de services de l'UEE (paragraphe 38 du Protocole sur les services et l'investissement):

- a. le traitement national et le traitement NPF, ainsi que la prohibition des restrictions à l'accès aux marchés et des prescriptions en matière de résultats;
- b. la fourniture de services sans obligation de création d'une entité juridique;
- c. l'autorisation des services de fourniture sur la base de la reconnaissance mutuelle des permis;
- d. la reconnaissance des qualifications professionnelles de son personnel; mais
- e. ces éléments restent soumis aux Listes nationales de limitations horizontales.

En termes généraux, le traitement du Marché unique implique donc une libéralisation bien plus grande que le traitement accordé aux fournisseurs de services en vertu des engagements généralement pris dans le cadre de l'OMC.

4.16. L'intégration de l'Arménie à la libéralisation des services commerciaux et de l'investissement au sein de l'UEE repose principalement sur les éléments suivants:

- a. la liste de limitations horizontales de l'Arménie, qui figure au paragraphe 2 de l'annexe 2 du traité d'adhésion, s'applique dans tous les secteurs;
- b. la liste de limitations additionnelles de l'Arménie (conformément aux paragraphes 56 et 57 de l'annexe 3 du traité d'adhésion) figure dans la Décision n° 18 du 8 mai 2015 du Conseil suprême portant modification de la Décision n° 112 du 23 décembre 2014<sup>33</sup>;
- c. à compter du 12 mai 2015, l'Arménie a rejoint le marché unique concernant 43 secteurs/sous-secteurs de services déjà existant depuis l'entrée en vigueur de l'UEE (Décision n° 17/15 du Conseil suprême, en application du paragraphe 58 de l'annexe 3 du traité d'adhésion), selon la répartition suivante<sup>34</sup>:
  - i. dans 23 secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur dans tous les États membres de l'UEE (par exemple pour les services liés à l'agriculture, les services de location de machines et d'équipements sans opérateurs, les services de conseil en gestion, les services de développement de logiciels);

<sup>31</sup> Ces dispositions ne s'appliquent pas à la création d'entreprises.

<sup>32</sup> Limitations 6,7 et 9 pour l'Arménie; limitations 27 et 28 pour le Bélarus; 7, 25,26, 28 à 30 pour le Kazakhstan; 5,6 et 31 à 35 pour la Fédération de Russie.

<sup>33</sup> [https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0147687/scd\\_12052015\\_18](https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0147687/scd_12052015_18) (en russe).

<sup>34</sup> Décision portant modification de la liste des secteurs (sous-secteurs) de services, dans lesquels un marché unique des services fonctionne dans le cadre de l'Union économique eurasiatique, [https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0147685/scd\\_12052015\\_17](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0147685/scd_12052015_17) (en russe).

- ii. dans six secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 (y compris pour les services de commerce de gros et de détail, les services de franchisage et les services d'hôtellerie et de traiteur). Pour le Kazakhstan, le marché unique est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- iii. dans six secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie seulement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 (tous correspondant à des services auxiliaires des services de transport); et
- iv. dans huit secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et avec l'Arménie depuis le 12 mai 2015 (par exemple pour les services de construction et d'ingénierie). Pour le Kazakhstan, le marché unique entrera en vigueur en 2024, en application des périodes de transition prévues dans les plans de libéralisation;
- d. son inclusion dans le marché unique pour les services relevant de 21 secteurs/sous-secteurs de services établis pendant une période de transition, comme convenu dans la Décision n° 30/15<sup>35</sup> du Conseil suprême (conformément au paragraphe 59 de l'annexe 3 du traité d'adhésion), sous réserve des exemptions figurant dans les listes nationales de limitations horizontales. La période de transition, le plan et la liste concernant la création d'un marché unique pour 20 des 21 secteurs/sous-secteurs de services sont précisés dans les Décisions n° 22/16 et 23/16 du Conseil suprême<sup>36</sup>;
- e. pour les secteurs dans lesquels le marché unique n'est pas en vigueur, le traitement national et le traitement NPF s'appliquent. En outre, les restrictions quantitatives et les restrictions à l'investissement ne sont pas autorisées; et
- f. la création de marchés uniques pour les services financiers, les services de transport et les services relatifs à l'énergie est régie par d'autres plans mentionnés dans les sections pertinentes du traité de l'UEE (voir la section 4.6).

4.17. Les sous-sections ci-après donnent un aperçu des engagements pris en matière de libéralisation des services dans le cadre de l'UEE. Elles présentent les principales différences par secteur entre les listes respectives de l'Arménie au titre de l'AGCS et les engagements sectoriels au titre de l'UEE. Les tableaux ignorent les limitations NPF et horizontales, ainsi que les engagements/limitations concernant le mode 4. Les secteurs et sous-secteurs dans lesquels l'entrée en vigueur d'un marché unique est envisagée, ainsi que leur date d'entrée en vigueur en application des plans de libéralisation et des décisions du Conseil suprême, sont présentés à l'annexe 4.

#### 4.4.1 Arménie

##### 4.4.1.1 Réserves horizontales

4.18. Dans le cadre de l'AGCS, l'Arménie a inscrit trois limitations horizontales – à savoir des limitations du traitement national sur tous les modes de fourniture pour les subventions et sur les modes 3 et 4 pour la propriété foncière, ainsi que des limitations d'accès aux marchés pour le

<sup>35</sup> Décision n° 30/15 portant approbation de la liste des secteurs (sous-secteurs) de services dans lesquels un marché unique des services sera créé dans le cadre de l'Union économique eurasiatique conformément aux plans de libéralisation (pendant la période de transition) du 16 octobre 2015, [https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0138767/scd\\_19102015\\_30](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0138767/scd_19102015_30) (en russe). Cette décision s'appliquait à chacun des cinq États membres de l'UEE.

<sup>36</sup> Décisions portant approbation des plans de libéralisation des secteurs de services mentionnés dans la Décision n° 30 du 16 octobre 2015 du Conseil suprême, "[https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315046/scd\\_11042017\\_22](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315046/scd_11042017_22)" et [https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315047/scd\\_11042017\\_23](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315047/scd_11042017_23) (en russe).

mouvement des personnes physiques, levées sous certaines circonstances.<sup>37</sup> Dans le cadre de l'UEE, la limitation concernant le mode 4 a été levée mais les autres limitations restent applicables. La liste de limitations horizontales de l'Arménie introduit deux nouvelles réserves concernant le traitement national sur les modes 3 et 4 – pour les activités liées à l'utilisation des ressources minérales et à la cartographie, à la géodésie, à la tenue de registres et à la mise en valeur des terres.<sup>38</sup>

4.19. Dans le cadre de l'AGCS, l'Arménie a inscrit des exemptions NPF pour les accords bilatéraux existants concernant les services de transport routier de fret et de passagers<sup>39</sup>, ainsi que pour les accords bilatéraux/multilatéraux existants et futurs avec les pays européens sur les services audiovisuels relatifs à la production et à la distribution de films et d'émissions télévisées. Dans le cadre de l'UEE, des exemptions NPF sont accordées aux services audiovisuels et certaines sont réservées aux services financiers, aux monopoles naturels, à l'énergie et aux transports; certaines de ces exemptions sont cependant levées en application des plans de libéralisation en vue de la création de marchés uniques de services.

#### 4.4.1.2 Engagements sectoriels

4.20. Dans sa Liste AGCS, l'Arménie a pris des engagements spécifiques dans tous les secteurs de services; par comparaison, les engagements de libéralisation de l'Arménie au titre de l'UEE vont plus loin – en particulier avec la mise en œuvre d'un marché unique dans différents sous-secteurs et la libéralisation totale de certains autres.

4.21. Le tableau 4.1 récapitule les engagements que l'Arménie a pris concernant les services dans le cadre de l'UEE en les comparant avec ses engagements au titre de l'AGCS, à l'exception des limitations concernant le mode 4 et des limitations horizontales. L'annexe 4 contient des détails supplémentaires ainsi que les décisions elles-mêmes. La colonne relative à la libéralisation au titre de l'UEE indique l'existence effective/future d'un marché unique ainsi que la portée de la libéralisation dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le marché unique.

4.22. Pour tout type d'activité nécessitant une licence, la liste de limitations additionnelles de l'Arménie impose aux fournisseurs de services d'autres États membres d'établir une entité juridique sur son territoire; en outre, des limitations du traitement national et de l'accès aux marchés peuvent s'appliquer.<sup>40</sup> Ces limitations doivent être levées lorsqu'un marché unique entre en vigueur; dans le cas contraire, l'Arménie limite l'accès d'autres États membres de l'UEE, comme l'indiquent le tableau ci-dessous et les paragraphes concernés.

**Tableau 4.1 Arménie: comparaison entre les engagements en matière de libéralisation découlant de l'AGCS et de l'UEE (à l'exception des limitations concernant le mode 4 et des limitations horizontales)**

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Comparaison avec l'AGCS	UEE – Adhésion de l'Arménie
<b>1. Services fournis aux entreprises</b>			
A. Services professionnels	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2022)/Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
C. Services de recherche-développement	Sans limitation	Améliorés	MU* (2020)/Sans limitation
D. Services immobiliers	Partiels	Améliorés	MU (2020)
E. Services de location ou de crédit-bail sans opérateurs	Partiels	Améliorés	MU*(2015; 2019)/Sans limitation

<sup>37</sup> Pour une période de trois ans au plus en ce qui concerne les mouvements internes à une société ainsi que les fournisseurs de services aux entreprises; et pour une période de trois mois au plus pour les voyageurs d'affaires. La période initiale de présence locale peut être renouvelée plusieurs fois successivement.

<sup>38</sup> Les réserves horizontales concernant les subventions et la propriété foncière sont similaires à celles qui sont prévues au titre de l'AGCS, la durée du bail des parcelles détenues par l'État ou les municipalités ne pouvant excéder 99 ans à l'exception des parcelles agricoles pour lesquelles la durée du bail ne peut excéder 25 ans.

<sup>39</sup> Les autres États membres de l'UEE étaient également parties à ces accords à l'exception du Kazakhstan.

<sup>40</sup> Limitation 2 de la Liste. La Loi de la République d'Arménie n° 3P-193 du 30 mai 2001 sur l'attribution des licences comprend davantage de renseignements sur les activités soumises à l'obtention d'une licence.

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Comparaison avec l'AGCS	UEE – Adhésion de l'Arménie
F. Autres services fournis aux entreprises	Partiels	Améliorés	MU*(2015; 2019)/Partiels
<b>2. Services de communication</b>			
A. Services postaux	---	Nouveaux	Sans limitation
B. Services de messagerie	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
C. Services de télécommunication	Partiels	Similaires	Partiels
D. Services audiovisuels	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/Partiels
E. Autres services	---	Similaires	Sans limitation
<b>3. Services de construction et services d'ingénierie connexes</b>			
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/Partiels
B. Travaux d'entreprises générales d'ouvrages de génie civil	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2021)
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/Sans limitation
E. Autres services	---	Nouveaux	MU* (2015)/Sans limitation
<b>4. Services de distribution</b>			
A. Services de courtage	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services de commerce de gros	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)
C. Services de commerce de détail	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)
D. Services de franchisage	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>5. Services d'éducation</b>			
A. Services d'enseignement primaire	---	Nouveaux	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	---	Nouveaux	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Sans limitation	Similaires	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
E. Autres services d'enseignement	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>6. Services environnementaux</b>			
A. Services d'assainissement	Partiels	Similaires	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Partiels	Similaires	Partiels
C. Services de voirie et services analogues	Partiels	Similaires	Partiels
D. Autres services	Partiels	Améliorés	Sans limitation
<b>7. Services financiers</b>			
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	Partiels	Améliorés	MU (2025)
B. Services bancaires et autres services financiers (sauf assurance)	Partiels	Améliorés	MU (2025)
C. Autres services	---	Améliorés	Sans limitation
<b>8. Services de santé et services sociaux</b>			
A. Services hospitaliers	Partiels	Similaires	Partiels
B. Autres services de santé humaine	Partiels	Similaires	Partiels
C. Services sociaux	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>9. Services relatifs au tourisme et aux voyages</b>			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Partiels	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Sans limitation	Améliorés	MU (2019)
C. Services de guides touristiques	Sans limitation	Similaires	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>10. Services récréatifs, culturels et sportifs</b>			
A. Services de spectacles (y compris pièces de théâtre, orchestres et cirques)	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de presse	---	Nouveaux	Sans limitation

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Comparaison avec l'AGCS	UEE – Adhésion de l'Arménie
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Services sportifs et autres services récréatifs	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015)/Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>11. Services de transport</b>			
A. Services de transport maritime	---	Nouveaux	MU (2025)
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	---	Nouveaux	Sans limitation
C. Services de transport aérien	Partiels	Similaires	Partiels
D. Services de transport spatial	---	Nouveaux	Sans limitation
E. Services de transport ferroviaire	Partiels	Améliorés	MU (2025)
F. Services de transport routier	Partiels	Améliorés	MU (2025)
G. Services de transport par conduites	---	Similaires	---
H. Services auxiliaires de tous les modes de transport	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2025)
I. Autres services de transport	---	Nouveaux	Sans limitation
<b>12. Autres services non compris ailleurs</b>		Nouveaux	Sans limitation

Note générale: Il n'est pas tenu compte des limitations relatives au traitement NPF et des limitations horizontales, ni des engagements/limitations concernant le mode 4. Dans le cadre de l'UEE, les services sont classés conformément à la CPC (selon la version 1) qui a ensuite été transférée dans la CPC provisoire et le document MTN.GNS/W/120 en utilisant le tableau de référence de l'ONU disponible à l'adresse suivante:  
[https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM\\_77ver1\\_1E.pdf](https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_77ver1_1E.pdf).

a Les années entre parenthèses désignent l'année de début (à tout moment dans l'année) de fonctionnement d'un marché unique des services dans un secteur/sous-secteur particulier; 2 années indiquent que les sous-secteurs concernés ne sont pas soumis aux mêmes dates limites définitives de libéralisation.

MU: Marché unique de services en fonctionnement.

MU\*: Marché unique de services en fonctionnement dans l'un des sous-secteurs au moins.

Sans limitation: Pour les sous-secteurs sans marché unique de services, les engagements spécifiques ne sont soumis à aucune limitation quel que soit celui des 3 modes qui est concerné.

Améliorés: Engagements pris dans le cadre de l'UEE et généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Nouveaux: Nouveaux engagements pris dans le cadre de l'UEE (sans limitation ou partiels, avec ou sans limitations) et pouvant être considérés comme des engagements "améliorés".

Partiels: Pour les sous-secteurs sans marché unique de services, les engagements spécifiques sont soumis à certaines limitations quel que soit celui des 3 modes qui est concerné.

---: Pour l'AGCS – pas d'engagement, pour l'UEE – aucun projet/plan de libéralisation n'existait en juillet 2018.

Similaires: Engagements similaires (UEE/AGCS); dans certains cas particuliers, cependant, avec des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.

Source: Document de l'OMC WT/ACC/ARM/23/Add.2 du 6 décembre 2002; Décisions du Conseil suprême n° 110/14, 111/14, 112/14, 17/15, 18/15, 30/15, 31/15, 22/16 à 23/16; supplément 2 du traité d'adhésion de l'Arménie à l'UEE.

4.23. Les secteurs/sous-secteurs suivants, entre autres, pour lesquels aucun engagement n'a été pris dans le cadre de l'AGCS, ont été entièrement libéralisés dans le cadre de l'UEE: services de location et de crédit-bail sans opérateur relatifs aux navires et aux aéronefs, services annexes à la pêche, services d'emballage, d'impression et d'édition, services postaux et de messagerie, services sociaux, touristiques et "autres services" relevant des services professionnels, de recherche-développement, de communication et de distribution, services liés au tourisme et aux voyages, et services récréatifs, culturels et sportifs.

4.24. La libéralisation des services fournis aux entreprises a été largement améliorée par rapport à la situation découlant de l'AGCS, en particulier grâce à la libéralisation intégrale du mode 4. D'autre part, l'Arménie a rejoint en 2015 le marché unique concernant certains secteurs/sous-secteurs des services professionnels, des services informatiques et connexes et des services de location/credit-bail sans opérateur – services fiscaux, services de mise en œuvre des logiciels et services de bases de données. Pour d'autres sous-secteurs comme la comptabilité et l'audit (la tenue de registres reste limitée aux ressortissants nationaux en application d'une réserve horizontale) ou encore l'immobilier, pour lequel seuls des engagements partiels ont été pris dans le cadre de l'AGCS, un marché unique fonctionnera pendant la période 2019-2022. En

2015, l'Arménie a rejoint le marché unique des services d'ingénierie et de planification urbaine; s'agissant des services relatifs aux objets dangereux, techniquement complexes et patrimoniaux<sup>41</sup>, le marché sera institué d'ici à 2021. Pour ce qui concerne les autres services fournis aux entreprises, de nouveaux sous-secteurs ont été inscrits par rapport aux engagements pris dans le cadre de l'AGCS, notamment pour les services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture, les services de placement et de fourniture de personnel, les services de nettoyage de bâtiments et les services de photographie, pour lesquels un marché unique a été institué en 2015. La fourniture de services d'audit, de services médicaux et vétérinaires, l'immobilier et la cartographie (sites et cadastre) demeurent soumis à l'obtention d'une licence. La géodésie et la cartographie sont réservées aux ressortissants (limitations horizontales). Les services juridiques restent assujettis à diverses prescriptions de nationalité, à des réserves concernant le mode 4 et à des prescriptions en matière de licences.

4.25. S'agissant des services de communication, l'Arménie a pris de nouveaux engagements concernant les services postaux, qui ont été entièrement libéralisés. Pour ce qui est des services de télécommunication, qui sont partiellement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, diverses activités sont soumises à l'obtention d'une licence (comme c'est également le cas au titre de l'AGCS); toutefois, toutes les limitations de l'AGCS concernant le mode 4 ont été levées. La libéralisation des services audiovisuels a été améliorée grâce à la création d'un marché unique de services dans le domaine de l'enregistrement sonore en 2015 et, de même, un marché unique sera institué en 2019 pour les services de projection de films cinématographiques ainsi que de production et de distribution de films et de vidéos. Cependant, comme dans le cadre de l'AGCS, l'Arménie a réservé le droit d'appliquer des mesures NPF non conformes liées aux œuvres audiovisuelles et à leurs fournisseurs. En outre, des mesures NPF non conformes et des mesures d'accès aux marchés peuvent être appliquées concernant des limitations de prises de participation étrangères (moins de 50%) dans les sociétés de télévision et de radio. Enfin, toujours au sujet des services audiovisuels, pour lesquels il n'existe pas de marché unique, certaines activités nécessitent l'obtention d'une licence.

4.26. Les engagements concernant les services de construction et les services d'ingénierie connexes, qui ne sont que partiellement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, ont été améliorés grâce à la libéralisation du marché unique à compter de 2015, sauf pour les objets dangereux, complexes et patrimoniaux pour lesquels un marché unique entrera en vigueur pour les services de génie civil d'ici à 2021. Dans certains sous-secteurs de la construction urbaine où il n'existe pas de marché unique, des prescriptions en matière de licences s'appliquent.

4.27. S'agissant des services de distribution, l'Arménie a rejoint un marché unique des services de courtage et de franchisage, ainsi que, dans certains sous-secteurs, des services de commerce de gros et de commerce de détail – quoique pour ces deux derniers sous-secteurs, la vente de certains produits (voir la note de bas de page c du tableau de l'annexe 4; il s'agit notamment des armes, du matériel militaire, des explosifs, des métaux et pierres précieuses, des produits pharmaceutiques, des produits à base d'alcool ou contenant de l'alcool, etc.;) demeure restreinte en application de sa liste de limitations. La distribution d'énergie reste soumise à l'obtention de licences.

4.28. Les engagements relatifs aux services éducatifs ont globalement été améliorés. Dans le cadre de l'UEE, l'Arménie a étendu ses engagements au titre de l'AGCS pour inclure l'enseignement primaire et secondaire. Comme l'enseignement supérieur, ces secteurs ont été entièrement libéralisés à l'exception d'une prescription imposant l'obtention d'une licence – comme c'est aussi le cas dans le cadre de l'AGCS pour les services d'enseignement supérieur et d'enseignement pour adultes. Le mode 4 est entièrement libéralisé dans l'ensemble du secteur, alors qu'il n'était pas consolidé dans le cadre de l'AGCS.

4.29. S'agissant des services environnementaux, trois des quatre sous-secteurs, comme c'est le cas dans le cadre de l'AGCS, demeurent restreints en lien avec l'énergie nucléaire et la gestion des déchets radioactifs – en particulier au moyen de prescriptions en matière de licences. L'Arménie a également réservé son droit d'appliquer des limitations du traitement national et de l'accès aux marchés dans ce domaine.

---

<sup>41</sup> Voir les notes de bas de page du tableau A4. 1 à l'annexe 4 pour une liste complète.



4.30. Conformément aux disciplines de l'UEE, le marché unique des services financiers sera opérationnel d'ici à 2025; de ce fait, les fournisseurs de services financiers de l'UEE bénéficieront peu à peu d'une situation améliorée et plus libéralisée par rapport à ceux d'autres Membres de l'OMC (voir la section 4.6.1).

4.31. En ce qui concerne les services liés à la santé et les services sociaux, les engagements que l'Arménie a pris dans le cadre de l'AGCS ne s'appliquent qu'aux services hospitaliers et à d'autres services de santé humaine, qui sont partiellement libéralisés. Dans le cadre de l'UEE, ses engagements ont été améliorés avec la libéralisation intégrale des services sociaux et autres. La libéralisation sectorielle reste assujettie à des prescriptions en matière de licences pour tout type d'activité médicale.

4.32. Les engagements de l'Arménie concernant les services de tourisme et de voyages ont globalement été améliorés par rapport aux engagements pris dans le cadre de l'AGCS. En particulier, l'Arménie a rejoint le marché unique des services d'hôtellerie et de restauration en 2015, et un marché unique entrera en vigueur en 2019 pour les services d'agences de voyages et d'organismes touristiques.

4.33. En comparaison de l'AGCS, la libéralisation des services récréatifs, culturels et sportifs est améliorée. Un marché unique des services est en vigueur pour les services de divertissement et l'organisation d'activités sportives et d'autres activités récréatives – à l'exception des services de jeux – depuis 2015. Hormis l'obligation d'obtenir une licence, les services liés aux jeux sont entièrement libéralisés.

4.34. Les engagements relatifs aux services de transport ont été largement améliorés dans le cadre de l'UEE. En 2015, l'Arménie a rejoint le marché unique concernant entre autres la manutention, le stockage et l'entreposage de marchandises ainsi que les services d'agence de transport de fret. L'obtention d'une licence est requise dans le domaine du transport aérien et ferroviaire. Une politique de transport coordonnée, conduite sous l'égide de l'UEE, vise à supprimer les barrières existantes et à créer un marché unique des services de transport maritime, ferroviaire et routier et de services auxiliaires d'ici à 2025 (voir la section 4.6.3).

4.35. L'investissement dans l'énergie et dans certains services environnementaux est limité par diverses restrictions, dont la réserve du droit d'appliquer toute mesure non conforme à l'utilisation des ressources minérales, à l'énergie nucléaire et à la gestion des déchets radioactifs.

#### **4.5 Dispositions réglementaires**

4.36. Le traité d'adhésion ne comporte pas de dispositions réglementaires sur la réglementation intérieure, la reconnaissance, les subventions et les mesures de sauvegarde; de ce fait, ce sont les disciplines de l'UEE qui s'appliquent. En particulier, elles prévoient que, lorsqu'un marché unique de services fonctionne dans un secteur spécifique, chaque État membre doit:

- a. accorder aux ressortissants de tout autre État membre le droit de fournir des services et, en conséquence, accorder un permis pour ce faire aux fournisseurs de services; et
- b. reconnaître les qualifications professionnelles des fournisseurs de services.

#### **4.6 Dispositions sectorielles sur le commerce des services**

##### **4.6.1 Services financiers**

4.37. Les disciplines de l'UEE sur les services financiers s'appliquent à l'Arménie. Conformément aux dispositions de l'annexe 17 du traité de l'UEE – le "Protocole sur les services financiers" –, l'Arménie a inscrit un certain nombre de limitations des services financiers au paragraphe 3 de l'annexe 2 du traité d'adhésion. Ces limitations concernent:

- a. des engagements dans le domaine de l'assurance autre que sur la vie, de la réassurance, de la fourniture et du traitement de données financières, du conseil et d'autres services auxiliaires. Ils ont été ajoutés au supplément 1 du Protocole sur les services financiers de l'UEE; et



- b. la création d'entreprises concernant tous les autres types de services financiers. Ces engagements ont été ajoutés au supplément 2 du Protocole sur les services financiers.

4.38. Comme l'indique le paragraphe 4.31 ci-dessus, un marché unique des services est envisagé à l'horizon 2025; dans tous les États membres de l'UEE, y compris l'Arménie, des travaux sont en cours afin de réduire progressivement les limitations des services financiers et de coordonner les politiques des États membres pour les marchés financiers.

#### **4.6.2 Services d'électricité**

4.39. L'UEE vise à créer un marché commun de l'électricité (MCE); sa phase initiale s'est achevée avec l'adoption de la Décision n° 12/15 du Conseil suprême sur la notion de création d'un marché commun de l'électricité de l'UEE. Depuis lors, les travaux se sont poursuivis et il a été convenu que le MCE serait mis en œuvre en utilisant les plates-formes d'échange existantes de ses membres (plutôt que de prévoir la création d'une nouvelle plate-forme).

#### **4.6.3 Services de transport ferroviaire**

4.40. La section XXI du traité de l'UEE, qui s'applique également à l'Arménie, régit les services de transport et s'applique au transport routier, aérien, maritime et ferroviaire, en tenant compte des dispositions des sections XVIII (Principes généraux et règles de concurrence) et XIX (Monopoles naturels). La section XXI est complétée par le Protocole sur la politique de transport coordonnée des États membres (annexe 24). Le traité de l'UEE fixe l'objectif de création d'une zone de transport commune dans l'UEE par la conclusion de traités internationaux entre les États membres de l'UEE.

4.41. Les services de transport ferroviaire sont réglementés par les paragraphes 18 et 19 de l'annexe 24 et son supplément 2. Celui-ci contient d'autres règles sur l'accès au transport ferroviaire et les politiques tarifaires, tandis que ses deux appendices fixent les règles obligeant les États membres à garantir aux transporteurs d'autres États membres l'accès aux services d'infrastructure de transport ferroviaire (appendice 1) et la fourniture de services d'infrastructure pour le transport ferroviaire (appendice 2). Suite à son adhésion, l'Arménie a inscrit la disposition relative à la fourniture d'infrastructures et à la réalisation des travaux nécessaires à la circulation ferroviaire et aux mouvements de manœuvre dans son appendice 2 à l'annexe 24.

### **5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD**

#### **5.1 Transparence**

5.1. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant la transparence; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à l'Arménie.

#### **5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux**

5.2. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant les paiements courants et les mouvements de capitaux; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à l'Arménie.

#### **5.3 Exceptions**

5.3. Le traité d'adhésion ne contient pas de disposition concernant les exceptions; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à l'Arménie.

#### **5.4 Adhésion et retrait**

5.4. L'article 6 du traité d'adhésion prévoit que, à la suite de sa ratification, le traité entre en vigueur à la date à laquelle la Commission (qui est dépositaire du traité) reçoit, par la voie diplomatique, la dernière notification écrite des Parties achevant les procédures nationales nécessaires à son entrée en vigueur, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du traité de l'UEE. Le traité d'adhésion est entré en vigueur le 2 janvier 2015.

## 5.5 Cadre institutionnel

5.5. Le cadre institutionnel de l'Union prévoit la création de quatre institutions principales; leur composition a été modifiée lors de l'adhésion de l'Arménie pour garantir sa pleine participation aux activités de gouvernance de l'UEE (traité de l'UEE et section I de l'annexe 3 du traité d'adhésion) comme suit:

- a. le Conseil économique suprême eurasiatique – l'organe le plus élevé de l'Union, composé des chefs des États membres – a été élargi lorsque le Président de l'Arménie est devenu membre de plein exercice. En application du protocole du 15 mars 2018 modifiant le traité de l'UEE, le Conseil suprême peut aussi être composé de Premiers Ministres, conformément à la législation d'un État membre, qui sont habilités à prendre des décisions sur les questions relevant de la compétence du Conseil suprême définies dans le traité de l'UEE. Le Conseil suprême se réunit au moins une fois par an et ses décisions sont prises par consensus;
- b. l'Arménie a commencé à participer pleinement aux travaux du Conseil intergouvernemental eurasiatique;
- c. la Commission économique eurasiatique, qui comprend le Conseil et le Collège, a également été élargie. Après son adhésion et jusqu'en février 2016, l'Arménie a été représentée par un membre au Conseil de la Commission et par trois membres au Collège, chacun détenant une voix, sans attribution de domaines de compétences (Décision n° 1/15 du Conseil suprême); et
- d. la taille et la structure de la Cour de l'UEE ont été adaptées, notamment par l'ajout de deux juges arméniens à la Cour (Décisions n° 2/15 et 3/15 du Conseil suprême).

5.6. En février 2016, un nouveau collège a été nommé. Le Collège se compose de dix membres à raison de deux membres par État membre, l'un d'entre eux exerçant la présidence. Les activités de la Commission se répartissent en 10 domaines fonctionnels dirigés par ses membres (Ministres), avec 25 départements au total. Le siège de la Commission se trouve à Moscou.

## 5.6 Règlement des différends

5.7. Le traité d'adhésion (article 5) prévoit que les différends liés à l'interprétation et/ou à la mise en œuvre du traité d'adhésion sont réglés conformément aux dispositions du traité de l'UEE concernant le règlement des différends (article 112 du traité de l'UEE).

## 5.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties

5.8. Les disciplines du traité de l'UEE concernant les accords commerciaux avec des parties non signataires figurent aux articles 33 à 35 et 102; elles s'appliquent aux accords conclus par l'Arménie conformément au traité d'adhésion. Les accords commerciaux régionaux (ACR)/accords de libre-échange auxquels l'Arménie est partie sont énumérés dans le tableau 5.1 ci-dessous.

5.9. L'article 23.2 du Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) dispose ce qui suit: "Les Parties sont convenues qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du présent traité, elles prendront des mesures pour mettre fin aux traités internationaux bilatéraux existant entre elles, de la manière et selon les modalités prévues par lesdits traités, à moins que les Parties n'en soient convenues autrement". Avec le consentement mutuel des parties, l'ALE entre l'Arménie et la Fédération de Russie a pris fin le 27 août 2015<sup>42</sup>; d'autres accords bilatéraux entre l'Arménie et d'autres États membres de la CEI n'ont pas été formellement abrogés. Comme il est indiqué au paragraphe 3.3 ci-dessus, l'article 114 du traité de l'UEE couvre la question de la participation à plusieurs accords.

5.10. L'Accord de partenariat global et renforcé (CEPA), signé entre l'Arménie et l'Union européenne (UE) le 24 novembre 2017, est entré en vigueur à titre provisoire le 1<sup>er</sup> juin 2018.

<sup>42</sup> L'abrogation de l'ALE a été notifiée par la Fédération de Russie à l'OMC dans le document WT/REG/GEN/N/8 du 1<sup>er</sup> avril 2016.

Bien que le CEPA ne prévoient pas de réduction ou d'élimination des droits de douane, il contient des dispositions concernant, entre autres, la coopération douanière, les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires (chapitres 2, 3 et 4, respectivement). Au titre du chapitre 5, l'Arménie et l'UE s'engagent mutuellement à accorder un traitement préférentiel dans le cadre du commerce des services et de l'investissement; une liste des engagements spécifiques figure dans les annexes de l'Accord. La propriété intellectuelle – y compris une liste des indications géographiques bénéficiant d'une protection en vertu des règles de l'Accord – et les marchés publics font également l'objet de disciplines dans l'Accord (chapitres 7 et 8, respectivement). Au début d'août 2018, le CEPA n'avait pas été notifié à l'OMC.

**Tableau 5.1 Arménie: participation à d'autres ACR (notifiés et non notifiés en vigueur), au 30 juillet 2018**

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
États membres de l'UEE – à titre collectif				
UEE-Viet Nam	5 octobre 2016	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UEE – Adhésion de la République kirghize	12 août 2015	Marchandises et services	2015	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
États membres de l'UEE – à titre individuel <sup>a</sup>				
ARMÉNIE				
Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI <sup>b</sup>	17 octobre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Arménie-Kazakhstan	3 janvier 2002	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Arménie-Géorgie	11 novembre 1998	Marchandises	2001	Article XXIV du GATT
Arménie-Ukraine	18 décembre 1996	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Arménie-Turkménistan	7 juillet 1996	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Arménie-Moldova	21 décembre 1995	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Arménie-République kirghize	27 octobre 1995	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
Arménie-UE	1 <sup>er</sup> juin 2018 <sup>c</sup>	Marchandises et services	Non notifié	
Arménie-Bélarus	28 juillet 2003	marchandises	Non notifié	
Arménie-Tadjikistan	20 juillet 1994	marchandises	Non notifié	

a Pour les ACR des États membres fondateurs de l'UEE, voir la présentation factuelle de l'UEE, WT/REG358/1.

b Les parties à ce traité sont les suivantes: Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, République kirghize, République de Moldova, Tadjikistan et Ukraine. La date indiquée dans le tableau est la date d'entrée en vigueur pour l'Arménie.

c Date d'application provisoire.

Source: Secrétariat de l'OMC.

## 5.8 Marchés publics

5.11. Le traité d'adhésion ne contient pas de dispositions relatives aux marchés publics; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à l'Arménie. À partir de son adhésion, l'Arménie est tenue d'accorder à tous les autres États membres de l'UEE un traitement national pour tous les marchés publics de marchandises, travaux et services. Comme c'est le cas pour tous les autres membres de l'UEE, l'Arménie peut appliquer une exemption du traitement national dans certains cas exceptionnels et pour une période ne dépassant pas deux ans. Comme prévu dans le traité d'adhésion, en 2016, tous les accords/contrats de marchés publics étaient conclus sous forme électronique.

5.12. La liste des autorités contractantes utilisant le système électronique de passation des marchés publics et le volume des achats effectués dans le cadre de ce système ont été élargis. Le système électronique de passation des marchés publics est utilisé par 301 autorités contractantes (tous les organismes publics, municipalités, organisations commerciales et fondations établies par le gouvernement) pour accomplir l'ensemble des procédures d'appel d'offres (sauf pour les appels d'offres ouverts réalisés en deux étapes), y compris dans le cas des marchés de gré à gré passés pour répondre à un besoin urgent. En outre, les modules concernant la planification des achats, la gestion des contrats, la responsabilité dans la passation des marchés, la procédure de passation des marchés et l'acceptation des résultats de cette procédure sont effectués par voie électronique. Un système d'enchères électroniques devrait être mis en œuvre de manière échelonnée en 2018.

## 5.9 Droits de propriété intellectuelle

5.13. Une période de transition de trois ans a été accordée à l'Arménie pour appliquer les disciplines de l'UEE concernant les questions de protection et de respect des droits de propriété intellectuelle (section XIV de l'annexe 3 du traité d'adhésion), qui figurent dans la section V du traité de l'UEE.

5.14. L'Arménie a également pris les engagements suivants:

- a. veiller à appliquer des mesures pour prohiber l'exportation vers d'autres États membres de l'UEE de marchandises importées en provenance de tierces parties si leur marque figure dans le Registre douanier commun des objets de propriété intellectuelle des États membres de l'Union douanière et dans le registre douanier des objets de propriété intellectuelle<sup>43</sup> du pays de destination des marchandises en question, sauf consentement du détenteur des droits. À cet égard, l'Arménie doit présenter à la Commission des données trimestrielles sur le volume du chiffre d'affaires des échanges avec les autres États membres de l'UEE, y compris concernant les marchandises d'origine arménienne;
- b. approuver une législation, au plus tard le 2 janvier 2015, concernant l'engagement ci-dessus; et
- c. approuver, au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2015, des mesures visant à garantir la mise en œuvre du principe régional d'épuisement des droits exclusifs aux marques.<sup>44</sup>

5.15. Si les statistiques indiquent que la part des marchandises provenant de tierces parties excèdent 15% des exportations annuelles de l'Arménie vers d'autres États membres de l'UEE, n'importe lequel de ces membres est en droit d'ouvrir une procédure visant à réduire la période de transition initiale de trois ans.

## 5.10 Autres

5.16. Le traité d'adhésion et ses annexes contiennent également certaines dispositions relatives à la protection des droits des consommateurs et à la perception de taxes indirectes (sections IX et XI de l'annexe 3). Sur le premier sujet, il est précisé que l'expression "marchandises sans qualité" désigne en Arménie les "marchandises qui ne sont pas conformes aux normes et règles de sûreté acceptées". Sur le second sujet, des disciplines sont prévues concernant les impôts et la fiscalité, y compris la perception de taxes sur la valeur ajoutée et le partage de renseignements sur les impôts indirects.

5.17. Le traité d'adhésion ne comporte pas de disposition relative à la concurrence; de ce fait, les disciplines de l'UEE s'appliquent à l'Arménie.

---

<sup>43</sup> Le paragraphe 2 de l'annexe 26 du traité de l'UEE ("Protocole sur la protection et le contrôle des droits de propriété intellectuelle") donne des objets de propriété intellectuelle la définition suivante: "travaux scientifiques, littéraires et artistiques, programmes informatiques, phonogrammes, spectacles, marques et marques de service, indications géographiques, appellation d'origine de marchandises, inventions, modèles d'utilité, dessins industriels, obtentions sélectives, schémas de configuration des circuits intégrés, savoir-faire et autres objets de propriété intellectuelle protégés par des traités internationaux, les lois de l'UEE et la législation des États membres".

<sup>44</sup> En application du paragraphe 16 du Protocole sur la protection et le contrôle des droits de propriété intellectuelle, le principe d'épuisement des droits exhaustifs aux marques prévoit que "l'utilisation d'une marque ou d'une marque de l'UEE concernant des marchandises qui ont été légalement introduites dans le commerce sur le territoire de l'un des États membres, directement par le titulaire de la marque et (ou) de la marque de l'UEE ou par d'autres personnes avec son consentement ne constitue pas une violation du droit exclusif de cette marque ou marque de l'UEE".

## ANNEXE 1

1. Le tableau A1.1 présente la structure tarifaire de l'Arménie pour 2014-2016. La moyenne des taux NPF appliqués est passée de 4,3% en 2014 à 8,0% en 2015, lorsque l'Arménie a adhéré à l'UEE, avant de redescendre à 7,6% en 2016. Pour ce qui concerne les catégories de produits, les Membres de l'OMC font face à un droit moyen de 7,7% lorsqu'ils exportent un produit agricole vers l'Arménie, tandis que la moyenne pour les produits non agricoles s'établissait à 3,4%. En 2014, 21% des lignes tarifaires concernant les produits agricoles étaient en franchise de droits tandis que cette part était de 66,2% pour les produits non agricoles; en 2015, ces chiffres étaient respectivement de 8,5% et de 23,5% pour les produits agricoles et non agricoles. Si l'on ne tient compte que des lignes passibles de droits, les partenaires de l'Arménie au sein de l'Union ont bénéficié, en 2015, d'une marge moyenne de préférence de 14,5% pour les produits agricoles et de 8,5% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.1 Arménie: indicateurs des taux de droits

Année	Ensemble des produits				Produits agricoles <sup>a</sup>				Produits non agricoles			
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2014	9 484	4,3	10,0	56,2	2 103	7,7	10,0	21,0	7 381	3,4	10,0	66,2
2015	11 711	8,0	10,0	20,1	2 684	13,2	14,5	8,5	9 027	6,5	8,5	23,5
2016	11 610	7,6	9,7	21,3	2 683	13,3	14,5	8,3	8 927	6,0	8,0	25,2
2017-2022	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

a Définition de l'OMC.

Note: Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus mais les équivalents *ad valorem* et les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont pris en compte.  
D'après la nomenclature du SH2012.

2015 NPF 2015 de la Fédération de Russie, qui inclut l'exception accordée à l'Arménie pour 2015.

2016 NPF 2016 de la Fédération de Russie, qui inclut l'exception accordée à l'Arménie pour 2016.

... Non disponible. Pas encore de données sur les droits NPF de la Russie pour les années 2017 à 2022.  
Droits en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier.

Source: Estimations de l'OMC d'après la BDI de l'OMC, les EPC de l'OMC et les autorités arméniennes.

2. Le tableau A1.2 présente la structure des droits appliqués du TEC/Fédération de Russie entre 2014 et 2016. La moyenne des taux NPF appliqués a été progressivement réduite, tombant de 9,4% en 2014 à 8,7% en 2015 et à 8,3% en 2016. Pour ce qui concerne les catégories de produits, les Membres de l'OMC faisaient face en 2015 à un droit moyen de 7,1% lorsqu'ils exportaient un produit agricole vers la Fédération de Russie, tandis que la moyenne des droits imposés pour les produits non agricoles était deux fois plus élevée (14,5%). En 2015, un peu moins d'un cinquième des lignes tarifaires concernant des produits non agricoles étaient en franchise de droits; pour les produits agricoles, ce chiffre s'établissait à 6,4%. Si l'on ne tient compte que des lignes passibles de droits, les autres États membres de l'UEE ont bénéficié, en 2015, d'une marge moyenne de préférence de 15,6% pour les produits agricoles et de 8,6% pour les produits non agricoles. Les chiffres pour 2015 et 2016 valent également pour le Bélarus.

Tableau A1.2 TEC: indicateurs des taux de droits appliqués

Année	Ensemble des produits			Produits agricoles <sup>a</sup>			Produits non agricoles					
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		Franchise de droits (% de lignes)	Nombre de lignes	Nombre de lignes		Droit appliqué moyen	Franchise de droits (% de lignes)	Droit appliqué moyen		Nombre de lignes
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2014	11 638	9,4	11,1	14,8	2 683	15,2	16,3	6,3	8 955	7,8	9,4	17,3
2015	11 711	8,7	10,2	14,9	2 684	14,5	15,6	6,4	9 027	7,1	8,6	17,4
2016	11 610	8,3	10,0	16,1	2 683	14,5	15,5	6,3	8 927	6,5	8,1	19,0
2017-2022	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Note:

a Définition de l'OMC.

... Pas encore de données concernant les droits NPF de la Russie pour les années 2017 à 2022. Les Parties sont convenues que le NPF de la Fédération de Russie correspondait au TEC. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus et les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont prises en compte. Pour 2016, le calcul des moyennes tient compte des EAV lorsque les données proviennent de l'EPC 2016 de la Fédération de Russie à l'OMC. D'après la nomenclature du SH2007 (2010-2011) et la nomenclature du SH 2012 (2012-2016).

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC fondées sur la BDI de l'OMC, les EPC de l'OMC et Trade Analysis Information Systems (TRAINS).

## ANNEXE 2

MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES EN VIGUEUR DANS L'UEE  
ET ÉTENDUES À L'ARMÉNIE À COMPTER DU 2 JANVIER 2015**Tableau A2.1 Mesures antidumping définitives en vigueur dans l'UEE et étendues à l'Arménie à compter du 2 janvier 2015**

Pays/ territoire douanier	Produit, numéro d'identification de l'enquête	Mesure(s)	Date d'imposition initiale; référence de la publication <sup>1</sup>	Date(s) de prorogation; référence(s) de la publication
<b>Mesures en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015.</b>				
Allemagne	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-DE	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Chine	Produits plats en acier laminé à froid revêtus de polymère; ID: AD-8-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 49 du 24 mai 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2017 Décision de la Commission n° 45 du 11 mai 2017
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable, écrouis à froid; ID: AD-11-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 65 du 9 avril 2013	
	Baignoires en fonte émaillée; ID: AD-12-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 64 du 9 avril 2013	
	Roulements à billes (sauf roulements à aiguilles); ID: AD-3-CN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 705 du 22 juin 2011	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 197 du 17 septembre 2013
Inde	Électrodes en graphite; ID: AD-9-IN	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 288 du 25 décembre 2012	
Italie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-IT	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Turquie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-TR	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission n° 113 du 14 mai 2013	
Ukraine	Certains tubes et tuyaux en acier; ID: AD-1-UA	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 702 du 22 juin 2011	19 novembre 2015 Décision de la Commission n° 133 du 6 octobre 2015  3 juillet 2016 Décision de la Commission n° 48 du 2 juin 2016
	Cylindres de travail forgés; ID: AD-7-UA	Droits de douane	2 janvier 2015 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 904 du 9 décembre 2011	28 février 2015 Décision de la Commission n° 3 du 20 janvier 2015

Source: G/ADP/N/1/ARM/2 et G/ADP/N/272/ARM.

<sup>1</sup> Toutes les décisions peuvent être consultées sur le site de la Commission, <http://eec.eaeunion.org>.

**ANNEXE 3****RÉSUMÉ DES DÉCISIONS N° 112/14 ET 18/15 DU CONSEIL SUPRÊME****Tableau A3.1 Nombre de mesures non conformes dans le Protocole sur les services et l'investissement, par État membre de l'UEE et par type de mesure**

	<b>BLR</b>	<b>KAZ</b>	<b>RUS</b>	<b>ARM</b>
<b>TOTAL</b>	28	30	38	28
<i>Dont:</i>				
Entreprises publiques (paragraphe 16)	1	4	4	1
Droits exclusifs (paragraphe 17)	3	3	4	1
Traitement national (paragraphe 23)	20	21	27	5
Création d'entreprise (paragraphe 26)	26	21	32	6
NPF (paragraphe 28)	2	4	7	4
Restrictions quantitatives (paragraphe 31)	23	16	26	4
Prescriptions en matière de résultats (paragraphe 33)	2	4	3	2
Mode 4 (paragraphe 35)	3	9	12	5

Source: Décisions n° 112/14 et 18/15 du Conseil suprême.



## ANNEXE 4

SECTEURS DE SERVICES LIBÉRALISÉS DANS L'UEE CONFORMÉMENT  
AUX DÉCISIONS DU CONSEIL, MARS 2018

Le tableau ci-dessous énumère les secteurs et sous-secteurs libéralisés et les plans de libéralisation correspondants, conformément aux Décisions du Conseil suprême n° 110 de 2014, n° 17 et 18 du 8 mai 2015, n° 30 et 31 du 16 octobre 2015 et n° 22 et 23 du 26 décembre 2016.

Tableau A4.1 Libéralisation des services dans l'UEE<sup>1</sup>

Numéro <sup>2</sup>	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC <sup>3</sup>	Libéralisation initiale de l'UEE			ARM
			BLR	KAZ	RUS	
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES						
II.19	Services comptables, d'audit et de tenue de livres	82213, 82219 et 82220	2021			2021
I.26	Services de conseil fiscal	823	2015			2015
I.32	Services de conseil en architecture	83211	2015			2015
Services professionnels, à l'exception des services relatifs aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux						
I.6.	Services d'ingénierie	8334	2015	2024	2015	2015
I.7.	Services complexes	8331, 83342 et 83343				
I.8.	Services d'aménagement urbain	83221, 83222, 83333				
I.9	Services d'architecture paysagère (à l'exception des objets patrimoniaux)	83222	2015			2015
Services professionnels liés aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux						
II.2	Services d'ingénierie	8335 et 8339	2021	2024	2021	2021
II.4	Services d'aménagement urbain	8322				
Tous les autres services fournis aux entreprises						
II.3	Services intégrés dans des domaines liés à l'ingénierie (autoroutes, routes, voies ferrées, pistes d'aéroport, ponts, routes en surface et souterraines, tunnels et ports, voies navigables, installations d'eau, principales conduites, lignes et lignes électriques, conduites et câbles et structures associées)	83312	2021	2024	2021	2021
I.31	Services de consultation en matière d'installation de matériels informatiques		2015			2015
I.27	Services de réalisation de logiciels	83142				
I.28	Services de traitement de données	84300 et 85960				
I.29	Services de bases de données	84300				
I.30	Services liés aux équipements informatiques, y compris la maintenance technique et la réparation des équipements informatiques, et services connexes de préparation des données	83160				

<sup>1</sup> Le tableau est structuré conformément au document MTN.GNS/W/120. Les secteurs/sous-secteurs sont énumérés de manière récapitulative, par rapport au texte intégral de chaque décision.

<sup>2</sup> Les numéros sont structurés comme suit: "I" signifie que les secteurs/sous-secteurs sont énumérés dans les Décisions n° 110 de 2014 et n° 17 et 31 de 2015; "II" désigne les secteurs/sous-secteurs énumérés dans les Décisions n° 30 de 2015 et n° 22 et 23 de 2016. Le nombre qui suit désigne le numéro (du secteur/sous-secteur) tel qu'il apparaît dans les décisions applicables.

<sup>3</sup> Les décisions sont fondées sur la version 1 de la CPC.

Numéro <sup>2</sup>	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC <sup>3</sup>	Libéralisation initiale de l'UEE			ARM
			BLR	KAZ	RUS	
II.21	Recherche-développement Développements expérimentaux dans le domaine des sciences naturelles dans le cadre de recherches appliquées	81110, 81120, 81130, 81140, 81150 et 81190	2020			2020
II.20	Recherche et application dans le domaine des sciences sociales et humaines	81210, 81220, 81230, 81240 et 81290				
II.8	Services liés aux biens immeubles, possédés ou loués (à l'exception des services de courtage immobilier)	72111, 72 112, 72121, 72122, 72130 et 72212				
II.9	Services d'évaluation des biens	72240 et 85990	2020			2020
II.5	Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux récréatifs sans opérateur	73240	2019			2019
I.24	Location de voitures et de matériel sans opérateur dans le cadre de services de location et de crédit-bail	73112, 73114, 73121 à 73123	2015			2015
I.25	Location d'articles personnels dans le cadre de services de crédit-bail et location de tous types de matériels de consommation à des fins récréatives	73210	2015			2015
II.6	Services dans le domaine de la publicité	83610, 83620, 83631 et 83690	2019			2019
II.7	Services d'audit	82211 et 82212	2022			2022
I.35	Services de recherche sur les marchés et de sondages d'opinion	83700	2015			2015
I.33	Services de consultation en lien avec les questions d'encadrement (à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE)	83111	2015			2015
I.34	Services (à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE) liés aux consultations sur les questions d'encadrement	83112 à 83114	2015			2015
II.11	Services d'essais et d'analyses techniques (en laboratoire et sur place) (à l'exception des travaux réalisés à des fins d'évaluation (confirmation) de la conformité de la production aux prescriptions établies)	83561 à 83564 et 83569	n.f.	n.f.	n.f.	n.f.
I.10	Services liés à l'agriculture	861, 86110 et 86121	2015			2015
I.11	Services liés à la sylviculture et au stockage de bois	86140				
I.12	Services liés à la gestion de la faune sauvage	86130				
I.36	Services d'hébergement et de recrutement de personnel, à l'exception des activités liées aux services d'emploi de ressortissants d'un État membre de l'UEE hors de cet État membre	85111	2015			2015
I.23	Services liés à la maintenance et à la réparation d'équipements, y compris la réparation d'articles personnels et d'articles de ménage (à l'exception des navires maritimes, des aéronefs et d'autres matériels de transport)	8715 et 87290	2015	...	2015	2015

Numéro <sup>2</sup>	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC <sup>3</sup>	Libéralisation initiale de l'UEE			ARM
			BLR	KAZ	RUS	
I.37	Services liés au nettoyage des bâtiments, en particulier le nettoyage et l'hygiène des bâtiments résidentiels ou des bâtiments commerciaux, administratifs et industriels (à l'exception de la désinfection)	85330	2015			2015
I.38	Services de photographie	8381, 83811 à 83815, 83819 et 83820	2015			2015
I.39	Organisation et conduite de négociations et de séances	85970 et 85990				
I.40	Services d'interprétation et de traduction, liés à la traduction de textes d'une langue dans une autre	83910				
II.12	Services géologiques, géophysiques et autres Travaux de recherche dans le cadre de services de consultation scientifique en géologie, géophysique, géochimie et autres sciences liées à la recherche de dépôts de minéraux solides, de pétrole, de gaz et d'eaux souterraines, à l'exception des travaux de terrain	83510	2019	2024	2019	2019
II.13	Services de surveillance du sous-sol	83520				
II.14	Services de surveillance des terres	83530				
II.15	Services de cartographie	83540				
II.16	Services de prévision météorologique	83550				
SERVICES DE COMMUNICATION						
II.17	Services associés à la production et à la distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo	96121 et 96141	2019			2019
II.18	Services de projection de films	96152	2019			2019
I.42	Services d'enregistrement sonore	96111	2015	2016	2015	2015
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES						
Travaux de construction générale (à l'exception des objets dangereux et complexes <sup>a</sup> et des objets patrimoniaux <sup>b</sup> )						
I.1	Pour l'érection de bâtiments pour tous usages	54111, 54112, 54121, 54122, 54129	2015	2024	2015	2015
I.2	Construction de sites d'ingénierie civils (à l'exception des services relatifs aux objets dangereux, complexes et patrimoniaux)	542, 54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54270 et 54290				
I.3	Assemblage et érection de bâtiments à partir d'éléments préfabriqués et travaux sur l'assemblage des équipements	54400 et 546				
I.4	Travaux de construction et de finition à l'étape finale	547, 54710, 54720, 54730, 54740, 54750, 54760, 54770 et 54790				
I.5	Travaux de préconstruction, travaux de construction spéciaux, démolition de bâtiments et location d'équipements de construction avec opérateur	543, 54310, 54320, 54330, 54341, 54342, 54511, 54512, 54521, 54522, 54530, 54540, 54550, 54560, 54570, 54590 et 54800				
Travaux de construction générale						
II.1	Pour la construction d'installations de construction civile	54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54310, 54320, 54330, 54342 et 54800	2021	2024	2021	2021

Numéro <sup>2</sup>	Secteurs et sous-secteurs	Correspondance avec la CPC <sup>3</sup>	Libéralisation initiale de l'UEE			ARM
			BLR	KAZ	RUS	
SERVICES DE DISTRIBUTION						
I.13	Services de commerce de détail <sup>c</sup>	611 et 612	2015	2016	2015	2015
I.14		621 à 623				
I.15	Services de courtage, à l'exception des services financiers mentionnés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE	612				
I.16	Services de franchisage	73340				
SERVICES LIÉS AU TOURISME ET AUX VOYAGES						
I.17	Services d'hôtellerie et entreprises de traiteur pour le public (à l'exception de la vente (du service) d'alcool)	63110, 63210, 63220 et 63230 et 6330	2015	2016	2015	2015
II.10	Services d'agence de voyages (services d'organismes touristiques et d'agences de voyages)	67811 et 67812	2019	2019	2019	2019
SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)						
I.41	Services de divertissement (théâtres, concerts, cirques, etc.)	96210	2015			2015
I.43	Services liés à l'organisation d'activités sportives et d'autres activités récréatives (à l'exclusion des services de jeux)	96510, 96520, 96590 et 96610, 96620 et 96990	2015			2015
SERVICES DE TRANSPORT						
I.22	Maintenance technique et réparation d'équipements pour le transport en véhicule automobile	87141	2015	...	2015	2015
I.18	Services de traitement du fret	67190 et 64339				
I.19	Services d'entrepôt et de hangars de marchandises	67290				
I.20	Services d'agences de fret	67910				
I.21	Autres services intermédiaires, services liés au traitement des documents d'expédition, à l'inspection des cargaisons, à la pesée et autres services similaires					

... Non disponible.

n.f. Non fourni.

- a Les "objets dangereux et complexes" englobent les objets dangereux, très dangereux et techniquement complexes de construction d'équipements, y compris les installations nucléaires, les réseaux de métro, les oléoducs, etc.
- b Les "objets patrimoniaux" désignent la conservation d'objets appartenant au patrimoine culturel (sites historiques et culturels).
- c A l'exception de: i) pour le Bélarus: vente d'éthanol, d'alcool et de produits contenant de l'alcool, et de produits du tabac; et ii) pour le Kazakhstan et la Fédération de Russie: vente d'armes et de systèmes d'armes, d'équipements militaires et de munitions, d'explosifs et d'équipements connexes, de métaux et pierres précieuses, de drogues et substances psychotropes, d'esturgeon et de caviar, d'éthanol, d'alcool et de produits contenant de l'alcool, de tabac et de produits contenant du tabac, de produits parapharmaceutiques et médicaux (exception – jusqu'en 2016), etc.